

CONSEIL DE LA NATION

Réunion consacrée à la prochaine session parlementaire et au référendum sur la Constitution

P. 24

ALGÉRIE-TURQUIE

M. Boukadoum en visite officielle en Turquie

P. 24

ACADÉMIE MILITAIRE INTERARMES DE CHERCHELL

Le Général-major Selmi Bacha nouveau commandant

P. 24

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Justice, industrie pharmaceutique, environnement et finances à l'ordre du jour

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, dimanche, une réunion par visioconférence du Conseil des ministres. L'ordre du jour comportait l'examen et le débat de trois projets d'ordonnance dont deux présentés par le ministre de la Justice, garde des sceaux: Le premier concerne la prévention et la lutte contre le phénomène de bandes de quartiers et le deuxième amende et complète l'Ordonnance 155-66 du 8 juin 1966 portant Code de procédure pénale, à travers la consolidation de la spécialisation de la Justice pénale en créant de nouveaux pôles, l'amendement des dispositions relatives au privilège de juridiction dont bénéficient certaines catégories de hauts responsables de l'Etat et l'introduction de nouvelles dispositions inhérentes au recours à la visioconférence dans les procédures judiciaires. Présenté par le ministre de l'industrie pharmaceutique, le troisième projet d'ordonnance amende et complète la loi 11-18 du 2 juillet 2018, relative à la santé. Par ailleurs, et en complément de la précédente réunion, le ministre de l'environnement a présenté un exposé sur la feuille de route de relance et de développement des activités de son secteur dans le cadre de la nouvelle approche socio-économique. Le ministre des finances a, pour sa part, présenté un projet de décret présidentiel définissant les mesures adaptées aux procédures de conclusion des marchés publics dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19. P. 3

DKnews/APS



PRESSE ÉLECTRONIQUE

Belhimer : "un décret exécutif en voie de présentation en Conseil du Gouvernement"

P. 16

FINANCE ISLAMIQUE

Les produits de la BNA lancés à Mostaganem, Relizane et Ain Defla

P. 6

ALGER - COVID-19

Fermeture de plus de 5.000 locaux commerciaux et marchés communaux depuis mars dernier

P. 8

SANTÉ

DIABÈTE

Quels sont les signes qui doivent alerter ?

P. p 12-13

FOOTBALL

Le MCA en Ligue des champions, l'ESS introduit un recours international

P. 21



ETATS UNIS-CHINE

"Pékin pourrait avoir son mot à dire dans la vente de TikTok"

P. 17

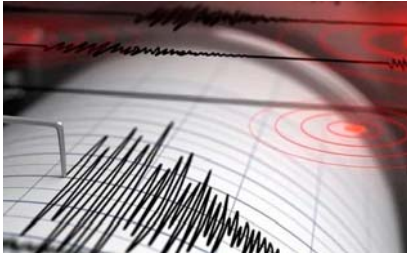
ALGER

16 hectares ravagés par le feu à la forêt Céleste à Bouzaréah

P. 2

ALGÉRIE - SÉISME

Secousse tellurique de 3,2 dans la wilaya de Tipaza



Une secousse tellurique de 3,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 00h28 (heure locale) dans la wilaya de Tipaza, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué.

L'épicentre de cette secousse tellurique a été localisé à 06 km au Sud de Sidi Ghiles (wilaya de Tipaza), a précisé la même source.

TIZI-OUZOU

Evacuation d'une jeune fille victime d'une chute (Protection civile)



Une jeune fille, âgée de 18 ans, victime d'une chute d'un pont, a été évacuée dimanche au CHU Nédir Mohamed de Tizi-Ouzou par les éléments de la protection civile, a-t-on appris du capitaine Kamel Bouchakor.

La jeune fille a été trouvée en position latérale de sécurité (PLS), "inconsciente mais vivante", au niveau d'un carrefour situé au niveau du quartier "La tour" à la nouvelle ville.

Des sources hospitalières ont indiqué à l'APS que la victime, qui souffrait de plusieurs traumatismes à différents endroits de son corps, a été admise au service des urgences chirurgicales et opérée en urgence.

TLEMEN

30 ha de la forêt "Oued Sebââ" ravagés par le feu

Trente (30) hectares de surfaces boisées ont été détruits dans un incendie qui s'était déclaré samedi soir dans la forêt d'Oued Sebââ, dans la commune de Béni Ouarsous (30 km au nord de Tlemcen), a-t-on appris dimanche auprès de la conservation locale des forêts.

Le chef du service protection animale et végétale, Lachguer Mohamed, a indiqué que l'incendie s'est déclaré dans la nuit de samedi ravageant 24 ha de broussailles et 6 ha de maquis.

La lutte contre les flammes avait duré près de 18 heures.

Les pompiers avaient rencontré des difficultés pour mener à bien leurs missions en raison des vents et des accès accidentés de cette zone, a indiqué le même responsable.

D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour les besoins de cette intervention, a-t-on ajouté.

ALGER

16 hectares ravagés à la forêt Céleste à Bouzaréah



L'incendie qui s'est déclaré samedi dans la forêt "Céleste" à Bouzaréah (hauteur d'Alger) a ravagé 16 hectares de végétation, a-t-on appris dimanche auprès du responsable de la communication à la protection civile.

Cet incendie qui s'est déclaré samedi après-midi à la forêt de Céleste à Bouzaréah (Alger) a détruit 16 hectares de végétation, a précisé à l'APS le lieutenant Khaled Benkhalfallah ajoutant que ce bilan a été établi après l'extinction totale de l'incendie ce matin.

En coordination avec les agents de forêts, l'opération de contrôle et de suivi s'est poursuivie depuis samedi en vue d'éviter le déclenchement de nouveaux foyers de cet incendie qui était totalement maîtrisé ce matin, selon la même source qui assure que toutes les mesures de précaution et de vigilance ont été prises en vue d'éviter la propagation de cet incendie.

Un total de 25 camions anti-incendie et un hélicoptère ont été mobilisés pour circonscrire le feu qui n'a occasionné aucune perte humaine.

Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet incendie, a conclu la même source.

MOSTAGANEM

Un dauphin rejeté par la mer à Salamandre

Un dauphin d'une longueur de 1,20 m et d'un poids de près de 90 kg s'est échoué sur la côte de Salamandre (à l'Ouest de Mostaganem), a-t-on appris dimanche de la station locale du Commissariat national du littoral.

Le cadavre de ce mammifère a été rejeté par les vagues samedi soir, aux environs de 21 heures.

Le dauphin, un "Delphinus delphis", n'était pas en état de décomposition. Il a été enterré suivant les procédures d'usage en de tels cas. Il s'agit du deuxième cas de ce genre en l'espace de 48 heures après la découverte, jeudi, d'un dauphin mort, en état avancé de décomposition, sur la plage d'El Matbara (à l'Est de Mostaganem), rappelle-t-on.

MOSTAGANEM

Le corps d'un noyé repêché dans une zone rocheuse interdite à la baignade (protection civile)

Le corps d'un noyé a été repêché dimanche dans une zone rocheuse interdite de baignade à l'ouest de la plage de Kharouba (commune de Mostaganem), a-t-on appris auprès de la Direction locale de la protection civile.

L'équipe de plongeurs de l'unité de la protection civile maritime a réussi, dimanche après-midi, à repérer et à repêcher le corps d'un jeune noyé, près d'une zone rocheuse à l'ouest de la plage de Kharouba (Sidi Medjdoub).

La personne noyée, âgé de 18 ans, était portée disparue en mer depuis samedi.

Son corps n'a pas été retrouvé rapidement en raison de l'état agité de la mer et des forts vents soufflant sur cette zone, a ajouté la même source, précisant que la dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital "Ernesto Che Guevara" du chef-lieu de wilaya.

Depuis le début de la saison estivale, les services de la protection civile de Mostaganem ont enregistré 10 cas de noyade dans des zones dangereuses et interdites à la baignade, dont sept cas au cours des 48 dernières heures, rappelle-t-on.

CHUTES DE PLUIE À TAMANRASSET

10 personnes sauvées par la Protection civile



Dix personnes ont été sauvées dans plusieurs communes de la wilaya de Tamanrasset suite aux chutes de pluie enregistrées durant les dernières 24 heures dans la région, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Il s'agit de six adolescents cernés par les crues de oued Tanghakli et de quatre personnes à bord d'un véhicule emportées par les crues de oued Taghrambiat, dans la commune de Tamanrasset, précise la même source. Dans la commune d'Ain Guezam, les unités de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations d'épuisement d'eau à travers 30 habitations dans le quartier Errifi et autres édifices publics, note le communiqué, ajoute qu'aucune perte humaine n'a été enregistrée.

Dans la commune d'Ain Salah, deux opérations d'épuisement d'eau ont été effectuées dans deux habitations à la cité Akbour, selon la même source qui relève également qu'aucune perte humaine n'a été enregistrée.

MOUDJAHIDINE - DÉCÈS

Tissemsilt : décès du moudjahid Menad Mohamed

Le moudjahid Menad Mohamed est décédé dimanche à Tissemsilt à l'âge de 81 ans suite à un arrêt cardiaque, a-t-on appris auprès du musée de wilaya du moudjahid.

Né en 1939 dans la commune d'Ouled Bessam, le défunt rejoignit les rangs de l'ALN en 1957 en compagnie de son père, Menad M'hamed, mort dans le camp de torture d'Ain Sfa, après avoir subi les atrocités de la torture pratiquée par les soldats de l'armée coloniale française. Après l'indépendance, Menad Mohamed poursuivit sa scolarité et devint enseignant puis conseiller à l'institut technologique. Il exerça comme enseignant du cycle moyen avant d'être promu directeur du CEM de Boukaïd au chef-lieu de wilaya. Le défunt a été accompagné à sa dernière demeure après la prière du Dohr au cimetière de Sidi El Houari dans la commune de Tissemsilt.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 102 blessés le week-end dernier en zones urbaines (Sûreté nationale)

Quatre (04) personnes ont trouvé la mort et 102 autres ont été blessées dans 80 accidents de la circulation survenus le week-end dernier (28 et 29 août 2020) au niveau des zones urbaines, ont indiqué les services de la Sûreté nationale, lundi, dans un communiqué. Les données communiquées par les services spécialisés de ce corps constitué indiquent que la raison majeure derrière ces accidents demeure, entre autres, le facteur humain.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) réitère son appel aux usagers de la voie publique à "faire preuve de vigilance et de prudence, à respecter le code de la route et à éviter l'excès de vitesse, tout en gardant en mémoire le contrôle périodique des véhicules afin de préserver la vie des usagers de la route".

La DGSN met également à la disposition des citoyens son numéro vert 1548 et celui de secours 17 pour recevoir tout signalement 24/24H, a conclu le communiqué.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Justice, Industrie pharmaceutique, environnement et finances à l'ordre du jour

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, dimanche, une réunion par visioconférence du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et au débat de trois projets d'ordonnance relatifs aux secteurs de la Justice et de l'Industrie pharmaceutique, outre un exposé sur le secteur de l'environnement et un projet de décret présidentiel relatif au secteur des finances, indique un communiqué de la Présidence de la République dont voici la traduction APS:

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce dimanche 30 août 2020, une réunion du Conseil des ministres qui s'est déroulée par visioconférence. L'ordre du jour comportait l'examen et le débat de trois projets d'ordonnance dont deux présentés par le ministre de la Justice, garde des sceaux: Le premier concerne la prévention et la lutte contre le phénomène de bandes de quartiers et le deuxième amende et complète l'Ordonnance 155-66 du 8 juin 1966 portant Code de procédure pénale, à travers la consolidation de la spécialisation de la Justice pénale en créant de nouveaux pôles, l'amendement des dispositions relatives au privilège de juridiction dont bénéficient certaines catégories de hauts responsables de l'Etat et l'introduction de nouvelles dispositions inhérentes au recours à la visioconférence dans les procédures judiciaires.

Présenté par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, le troisième projet d'ordonnance amende et complète la loi 11-18 du 2 juillet 2018, relative à la santé. Par ailleurs, et en complément de la précédente réunion, le ministre de l'environnement a présenté un exposé sur la feuille de route de relance et de développement des activités de son secteur dans le cadre de la nouvelle approche socio-économique.

Le ministre des finances a, pour sa part, présenté un projet de décret présidentiel définissant les mesures adaptées aux procédures de conclusion des marchés publics dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères a présenté un projet portant approbation de l'accord portant création de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), conclu le 21 mars 2018 à Kigali.

Après débat et approbation, le Président de la République, chef suprême

des Forces armées, ministre de la Défense nationale a donné les instructions suivantes aux ministres concernés pour les appliquer sous la supervision du Premier ministre:

En premier lieu: le secteur de la Justice

- Lutter sans relâche contre le phénomène de bandes criminelles de quartiers qui ont connu un pullulement ces dernières années, notamment dans les grandes villes à la faveur de la faiblesse de l'autorité de l'Etat, d'où l'impératif renforcement des mesures coercitives en vue



de protéger les citoyens et leurs biens, de ces bandes criminelles qui sèment le chaos, terrorisent les citoyens et s'adonnent au trafic de drogue en se servant de l'argent sale.

- Interdire l'importation, la vente, la possession, l'utilisation ou la fabrication d'armes blanches, sabres et poignards, destinés aux bandes de quartiers. - Exclure les personnes condamnées, membres de ces bandes, des procédures de grâce. - Instituer des mesures légales devant protéger les différents corps de sécurité, chargés de lutter contre ces bandes.

A ce propos, le Président de la République a donné des instructions à l'effet d'intensifier l'action de la Commission nationale et des sous-commissions locales créées dans le cadre dudit projet d'ordonnance soumis au débat, tout en impliquant la société civile dans la lutte contre cette criminalité passible de peines proposées allant de 5 ans à la perpétuité en cas d'homicide, assorties d'une amende allant jusqu'à 2 millions DA.

Le Président de la République a, également, chargé le ministre de la Justice, Garde des Sceaux d'élaborer une loi contre le kidnapping pour préserver la sécurité des citoyens et de leurs enfants. S'agissant de l'amendement du Code des Procédure pénale, le Président Tebboune a salué les dispositions contenues dans ce projet visant la performance de la Justice pénale à travers la création de deux nouveaux pôles économique et financier, au vu du caractère complexe que revêt désormais la criminalité et de ses mutations qui requièrent l'adaptation des moyens et mécanismes de lutte.

En second lieu : secteur de l'industrie pharmaceutique

Le Président Tebboune a affirmé que le marché du médicament en Algérie doit être adapté à la nouvelle approche économique, visant à encourager la production nationale en préservant la devise et la santé du citoyen.

A ce propos, le Président de la République a ordonné ce qui suit:

- Assurer à la société Sidal un accompagnement particulier pour lui permettre de recouvrer son leadership en matière de production de médicaments et de récupérer sa précédente part du marché national, laquelle se situait aux environs de 30% avant d'être réduite à 10%, en raison des manipulations en faveur de l'importation.

- Accorder la priorité à l'augmentation de la production nationale pour ce qui est de la fabrication de médicaments et réduire la facture d'importation de 400 millions de dollars d'ici à la fin de l'année en cours.

- Accorder à l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) placée sous la tutelle du ministère de l'Industrie pharmaceutique, les prérogatives de réguler et d'organiser le marché et de développer l'industrie pharmaceutique.

- Introduire un article dans le projet présenté au débat pour le contrôle du stock de médicaments, afin d'éviter l'importation anarchique observée dans la circulation des médicaments arrivés à expiration ou stockés au lieu d'être détruits.

- Lutter contre les laboratoires et lobbies impliqués dans des opérations d'importation clandestine de médicaments, dans le but de nuire à la production nationale et de transférer la devise illégalement.

- Ouvrir la voie aux jeunes et aux start-up pour accéder au monde de l'industrie pharma-

ceutique et exporter leurs produits.

- Renforcer le contrôle en coordination avec les pays voisins notamment dans le sud, face aux trafiquants de psychotropes et de drogue, utilisés parfois en tant qu'arme pour déstabiliser les Etats.

En troisième lieu : secteur de l'environnement

A l'issue de l'exposé de la ministre de l'Environnement sur la stratégie du secteur visant à assurer au citoyen un cadre de vie qualitatif en tant que priorité absolue, le Président de la République a ordonné ce qui suit:

- S'intéresser davantage à l'environnement et œuvrer en coordination avec la société civile à embellir nos villes.

- Relancer le projet du Barrage vert comme priorité pour lutter contre la désertification vers le nord.

- Coordonner les politiques de protection de l'environnement avec les différents programmes internationaux, mettre en exergue le rôle de l'Algérie dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et se conformer aux conventions internationales.

- Charger le ministre délégué chargé de l'environnement saharien de se rendre au sud pour mettre en place un plan d'urgence de lutte contre la pollution au niveau des sites archéologiques et touristiques et pour l'amélioration du réseau d'assainissement.

- Inculquer la culture environnementale aux enfants dans les écoles, le défi d'aujourd'hui ayant une dimension éducative et civilisationnelle.

En quatrième lieu: secteur des finances

Le Président de la République a affirmé que la conjoncture exceptionnelle que traverse le pays, depuis le mois de mars, du fait de la propagation de la pandémie de Covid-19 nous a amené à mettre en place un cadre organisationnel spécifique permettant d'adapter les règles d'attribution des marchés publics relatifs aux opérations programmées, à cette situation inédite et de la gérer de manière flexible, rapide et transparente en vue de faciliter l'accomplissement des missions des administrations et établissements publics.

En cinquième lieu: zone de libre échange.

Après ratification de l'accord portant création la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et des protocoles y afférents, conformément à l'orientation stratégique de notre politique étrangère... le Président de la République a donné des orientations aux ministres concernés, sous la supervision du Premier ministre, à l'effet de tirer avantage des expériences de libre échange qu'a connue l'Algérie avec les autres ensembles régionaux, en vue de s'assurer de l'origine africaine des biens et marchandises en circulation dans la zone de libre échange et dont le taux d'intégration ne doit être inférieur à 50%, pour qu'ils ne s'infiltrent pas dans le marché national, au détriment de la production locale, des produits fabriqués en dehors du continent africain.

Il convient de souligner que cet accord qui entrera en vigueur le 1er janvier 2021 permettra aux opérateurs économiques d'accéder aux marchés africains et de tirer profit des efforts déployés par leurs pays en matière de renforcement de l'infrastructure de base du Continent, aussi bien à travers la route transsaharienne que par la modernisation du réseau ferroviaire, mais également le projet du port de centre d'El Hamdania, ce qui devra augmenter le volume des échanges commerciaux hors hydrocarbures avec le continent africain, sachant qu'il dépasse actuellement pas les 3%/an.

Avant la levée de la séance, le Président Tebboune a demandé aux membres du Gouvernement d'être davantage à l'écoute des citoyens et prendre en charge leurs préoccupations, tout en évitant les décisions hâtives, d'autant que le pays est sur le point d'amorcer une nouvelle étape politique tendant à mettre en place les fondements d'un Etat fort et juste, où règne une véritable démocratie à même de protéger les droits et libertés et être au service du citoyen.

ORAN Prochain aménagement du site des 700 logements LPL à Oued Tlélat

Les travaux d'aménagement extérieur du site 700 logements publics locatifs (LPL) seront lancés prochainement au nouveau pôle urbain de la daïra d'Oued Tlélat, a-t-on appris auprès des services de la wilaya d'Oran. L'entreprise chargée des travaux d'aménagement et de raccordement aux différents réseaux a été dernièrement désignée pour réaliser ce projet destiné aux résidents de cette collectivité locale. Jeudi dernier, lors d'une visite de terrain par le chef de la daïra d'Oued Tlélat par intérim, en compagnie des services techniques de l'OPGI, du directeur de la DUC et de Sonelgaz, l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer ces travaux d'aménagement de ce lot dont les travaux ont été achevés à 100 % et leur réception sera effectuée avant la fin de l'année en cours. Il a également été décidé de programmer une autre visite de terrain en septembre prochain pour s'enquérir de l'achèvement des travaux de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz au niveau du projet de 5000 logements publics locatifs dans le même pôle urbain. Le nouveau pôle urbain de Oued Tlélat compte un total de 17.000 logements sociaux, dont 6.300 ont été déjà attribués à leurs bénéficiaires. Le reste est en cours de réalisation, a-t-on indiqué.

MÉDÉA Désinfection des établissements scolaires, en prévision du BEM et du BAC

Une vaste opération de désinfection des établissements scolaires du palier moyen et secondaire a été lancée récemment à travers les différentes localités de la wilaya en prévision du début des épreuves du BEM et du Bac respectivement les 7 et 13 septembre, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Plusieurs équipes, issues de la protection civile, la conservation des forêts, l'environnement et des collectivités locales, ont été mobilisées pour cette opération de désinfection destinée à "garantir de meilleures conditions sanitaires" aux candidats et "éviter d'éventuels risques d'infection par la Covid-19," a-t-on expliqué. Le programme de désinfection, a-t-on signalé, va se dérouler sur deux phases, la première précède les épreuves du BEM, fixées initialement du 07 au 09 septembre, et du Bacalauréat, entre le 13 et 17 du même mois, alors que la seconde phase "interviendra, la veille des examens, dans le but de préserver au maximum la santé des

candidats," selon les services de la wilaya. Des directives ont été données par le chef de l'exécutif, Abas Badaoui, aux responsables du secteur de l'éducation et de la santé, afin de "veiller au respect strict du dispositif de prévention pendant toute la durée des épreuves et de s'assurer de la bonne application des mesures barrières, à l'intérieur des centres d'examen", a-t-on ajouté.

Un effectif de 15022 candidats aux épreuves facultatives du BEM est enregistré au niveau de la wilaya de Médéa, répartis à travers 61 centres d'examen, contre 13738 candidats lors de la session 2019, tandis qu'il est recensé, pour les épreuves du Bac, 11910 candidats,



ventilés sur 37 centres d'examen, en légère baisse par rapport au nombre de candidats de la précé-

dente session dont l'effectif était de 12566 candidats, a-t-on indiqué.

OUARGLA Lancement de la procédure de remise des arrêts de travail via l'internet

La nouvelle procédure de remise par les assurés sociaux de leurs certificats de congés de maladie via internet a été lancée dimanche par l'agence de la Caisse nationale d'assurance sociale des salariés d'Ouargla, a-t-on appris du directeur de l'agence locale de la CNAS Abdelkader Hayek.

La déclaration des arrêts de travail s'effectuera dorénavant via le portail électronique "El-Hana" que la CNAS a mis à la disposition des assurés, là ils se trouvent, leur épargnant les déplacements aux structures de la caisse et les envois par courrier, a expliqué M. Hayek.

Pour vulgariser cette opération, une campagne de sensibilisation est organisée du 26 août au 3 septembre prochain pour informer les affiliés, via des supports audiovisuels au niveau des structures de la CNAS, de la numérisation des congés de maladie et des démarches à suivre pour déclarer à distance leurs congés de maladie, a-t-il ajouté.

Pour assurer la réussite de cette opération, deux journées de formation ont été initiées en direction des chefs de services des centres de paiement (CP) de la CNAS, leur permettant de se doter des connaissances nécessaires pour la mise en œuvre de cette nouvelle prestation numérisée. Retenu au titre du programme annuel de la Direction générale de la CNAS, cette mesure vise le développement du système de la sécurité sociale, dont la numérisation et le traitement rapide des certifi-

cats d'arrêts de travail. Désignées parmi les wilayas pilotes, avec Alger, Oran et Constantine pour le lancement de la télé-déclaration des certificats d'arrêts de travail, la CNAS de la

wilaya d'Ouargla recense à fin juillet dernier 504.648 assurés sociaux, répartis entre ses six Centres de paiement et ses 12 annexes.

Plus de 190.000 palmiers traités contre le Myelois (services agricoles)

Plus de 190.000 palmiers dattiers ont été traités contre le Myelois à travers la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Entrant dans le cadre d'une campagne lancée le 15 août courant et qui se poursuit, l'opération préventive cible le traitement de plus de 300.000 palmiers dattiers contre cette maladie à travers la wilaya, a fait savoir l'inspection de la protection des végétaux.

Prenent part à la campagne de traitement du palmier contre le Myelois, les équipes de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), ainsi que des agriculteurs et 11 opérateurs privés retenus par les services de la DSA pour cette opération, a-t-on précisé. Les services agricoles ont distribué 384 litres d'insecticides aux subdivisions agricoles à travers les différents daïras de la wilaya pour les besoins de cette action de traitement du palmier contre le Myelois. Dans le même contexte, une campagne de traitement du palmier contre le Boufaroua avait été lancée à travers la wilaya durant la période allant du 5 au 22 juillet et dernier, a révélé l'inspection de la protection des végétaux. Ciblant un patrimoine de 356.503 palmiers, elle avait été menée par les équipes de l'INPV, appuyée par les agriculteurs eux-mêmes et des opérateurs privés, a signalé la source, précisant que 267 litres d'insecticides ont été distribués aux subdivisions agricoles pour ces opérations de traitement. Pour la prévention des palmeraies, l'inspection de la protection des végétaux appelle les agriculteurs à bien entretenir leurs palmeraies, en veillant aux actions de débroussaillage et de lutte contre les mauvaises herbes, ainsi qu'à la mise en place de brise-vents pour préserver une certaine humidité et freiner l'avancée des sables et poussières, des facteurs affectant la production des palmiers et favorisant l'apparition du Boufaroua.

ILLIZI Réalisation de 22 puits pour développer les activités agropastorales

Pas moins de 22 forages, d'une profondeur globale de 440 m, ont été réalisés et huit (8) autres ont été équipés, cette année à travers la wilaya d'Illizi dans le but de développer les activités agropastorales, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). Totalisant un financement de 20 millions DA au

titre du fonds national de développement rural (FNDR), ces forages ont été réalisés sur le territoire des communes d'Illizi, Djanet, Bordj El-Haouès et In-Amenas, a précisé le DSA, Laid Sekkine. Un ambitieux programme de développement a été également arrêté pour les zones d'ombre, et consiste en la réalisation de puits

pastoraux, ainsi que l'équipement de sept (7) autres à travers les communes de Djanet, Bordj El-Haouès, Debdeb et In-Amenas, a-t-il ajouté. L'équipement de plus de 30 puits en kits solaires à travers les régions d'Imehrou et Tamadjert, l'ouverture de deux (2) km de pistes agricoles dans la commune de Debdeb, constituent les ac-

tions retenues au programme et visant le développement des activités agricoles à travers la wilaya, a fait savoir le DSA. Ces opérations s'assignent comme objectifs l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs et l'impulsion des activités agropastorales, à la faveur de nouveaux mécanismes visant à renforcer les capacités

productives de la région, selon le même responsable. Aussi, 555 têtes de caprins ont été attribuées l'an dernier, dans le cadre du développement de l'élevage, aux agriculteurs et éleveurs dans vingt (20) zones à vocation pastorale relevant des communes d'Illizi, Djanet et Bordj El-Haouès, a rappelé le DSA d'Illizi.

Plus de 1400 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine session de la formation professionnelle

Pas moins de 1.410 nouvelles places de formation, tous types de formation confondus, sont prévues dans la wilaya d'Illizi pour la prochaine rentrée de la formation professionnelle (15 novembre), a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Ces postes sont scindés entre 147 spécialités de formation réparties entre les modes de formation résidentielle (32 spécialités), l'apprentissage (101), la formation passerelle (5), les cours du soir (9), a précisé le chef de service de la formation à la DEFP,

Mohamed Salah Benaâlem. La nomenclature de formation est également étoffée cette saison de seize (16) nouvelles spécialités de formation répondant aux exigences du marché de l'emploi, notamment dans les travaux publics et ouvrages d'art, l'installation et la maintenance des systèmes solaires, la maintenance des systèmes d'automatisation mécaniques, l'assainissement et la collecte des déchets. Dans le but d'assurer une formation qualitative aux stagiaires, la DFEP fait part de la signature de conventions de coop ration avec des partenaires

sociaux, notamment avec une entreprise étrangère pour la formation de 30 stagiaires en soudure, conduction d'engins, entretien d'ateliers et électricité industrielle, et d'une autre convention avec l'opérateur téléphonique Mobilis pour la formation de 46 apprentis dans les filières d'installation des réseaux de télécommunication, et des systèmes de gestion et de répartition téléphonique. Par souci d'assurer une rentrée saine et sécurisée, conformément aux mesures de prévention et de lutte contre la pandémie du Covid-19, les services de la

formation professionnelle ont prévu la distribution de 1.800 masques de protection et la mise à la disposition des stagiaires et des encadreurs de gel hydro-alcoolique, en sus du lancement d'actions de désinfection et de nettoyage périodique des différentes structures du secteur. Le secteur de la formation professionnelle dispose dans la wilaya d'Illizi de six (6) centres de formation professionnelle d'apprentissage ainsi que deux (2) instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle à Illizi et Djanet, regroupant plus de 1.374 stagiaires.

TIZI-OUZOU

Lancement d'une campagne de plantation du Safran

Une campagne de plantation du Safran sera lancée dès demain lundi à travers différentes localités de Tizi-Ouzou, apprend-on dimanche du président de la chambre d'agriculture de la wilaya (CAW), Hamid Saïdani.

Initiée par la CAW en collaboration avec l'association nationale des producteurs de safran (ANPS), cette campagne qui s'inscrit dans le cadre de la promotion de la culture du Safran à travers la wilaya, concernera les localités de Beni-Yenni au Sud de la wilaya, Tmizart à l'Est et Makouda et Tizgirt au Nord.

"En plus des conditions climatiques favorables à la culture de cette plante, celle-ci ne nécessite pas de grandes superficies, ce qui cadre avec la réalité géographique de la wilaya qui se caractérise par des petites parcelles, notamment dans les régions montagneuses" explique M. Saïdani, qui indique qu' "une superficie de 200 M² suffit pour avoir une plantation rentable." Dans ce sillage, et "considérant la réalité sociologique et géographique de

la wilaya, la culture de cette plante peut constituer un créneau d'emploi pour la femme rurale", ajoute-t-il, soulignant, à ce propos, qu' "une plantation a déjà été réalisée dans la localité d'Iakourène, à l'Est de la wilaya, en collaboration avec l'association locale de la femme rurale."

M. Saïdani a rappelé également qu'une première safranière d'expérimentation a été installée l'année écoulée à Draâ El Mizan, au Sud-ouest de Tizi-Ouzou, un séminaire et une formation pour une cinquantaine de personnes ont été organisés, observant que cette culture, devenue une filière à part entière, "prend de plus en plus de l'ampleur." Pour sa part, Amir Beladel, délégué local de l'ANPS considère que la wilaya de Tizi-Ouzou, "peut constituer un pôle important pour la culture du safran au



vu, notamment, de son relief montagneux qui est favorable au développement de cette plante."

Le safran, explique-t-il, "se développe mieux en altitude, entre 600 et 1500 mètres, et a aussi besoin des phénomènes climatiques, froid, neige, verglas, précipitations pluviométriques

stables et de chaleur en été. Des éléments tous réunis qui favorisent la floraison des bulbes de safran et leur éclosion." La qualité de la terre, "pas trop traitée, notamment en région montagneuse, est aussi un élément favorable pour cette culture, au même titre que l'olivier ou le figuier," soutient M. Beladel.

BATNA

Deux nouveaux établissements éducatifs et quatre groupes scolaires, opérationnels

Deux nouveaux établissements des cycles moyen et secondaire et quatre groupes scolaires pour le primaire viendront renforcer dès la rentrée scolaire 2020-2021 le secteur de l'éducation de la wilaya de Batna, a indiqué dimanche la directrice locale de l'éducation Lamia Bencherif.

Il s'agit d'un nouveau lycée à la cité Parc à fourrage, au chef-lieu, un collège d'enseignement moyen (CEM) à la cité AADL, dans la commune d'Ain Touta, ainsi que de quatre nouveaux groupes scolaires implantés à Batna, Ain Touta, Inoughissen et au pôle urbain "Hamla 3" à Oued Chaâba, a précisé à l'APS la même source. Aussi, six salles de sport seront-elles mises en service au titre de la prochaine rentrée scolaire dans les communes de Batna, Oued Chaâba, Ain Touta et Betam, ainsi qu'une demi-pension à Oued L'ma, a ajouté la même responsable.

La mise en exploitation de ces nouvelles infrastructures permettra d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves et d'alléger la pression sur certains établissements scolaires, dans les zones urbaines et les zones d'ombre.

La wilaya de Batna a bénéficié, en outre, d'un quota de 1.889.118 livres scolaires qui sera réparti sur les établissements scolaires, a révélé Mme Bencherif. Le secteur de l'éducation nationale de la wilaya de Batna compte 600 écoles primaires, 180 CEM et 90 lycées.

TLEMCCEN

Mise en échec d'une tentative d'immigration clandestine et trois individus arrêtés

Les services de police de la wilaya de Tlemcen ont mis en échec dernièrement une tentative d'immigration clandestine et arrêté trois individus, a indiqué dimanche dans un communiqué la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

L'opération a été menée par la brigade criminelle du service de la Police judiciaire suite à des informations

faisant état des agissements de cinq personnes préparant une tentative d'immigration clandestine par voie maritime et à l'aide d'une embarcation de fabrication traditionnelle. Trois éléments de ce groupe ont été arrêtés et leurs domiciles, situés dans la commune de Tlemcen, perquisitionnés. Les enquêteurs avaient saisi divers matériels dont un zodiac non

immatriculé ainsi qu'une somme de 500 euros, selon le communiqué. Les trois personnes arrêtées ont été présentées devant le procureur du tribunal de Tlemcen, qui a ordonné leur placement en détention provisoire. Les deux autres acolytes ont été identifiés et son activement recherchés, a-t-on ajouté de même source.

NÂAMA

15 millions DA pour l'aménagement des cités d'habitation de Djenine Bourezk

Une enveloppe de 15 millions DA a été allouée pour l'aménagement urbain des cités du centre de la commune de Djenine Bourezk (sud de Nâama) et dont les travaux devront être réceptionnés dans les prochains jours, a indiqué dimanche le président de cette assemblée élue Bentaleb Bous-

maha. Les travaux programmés au titre du plan communal de développement pour l'exercice en cours ciblent les cités "Istiqlal", "Oum El Manatik", la cité "Habitat rural", située sur la route menant à Béchar. Les délais de réalisation ont été fixés à quatre mois. Ces travaux concernent les réseaux d'eau

potable, d'assainissement, la réfection des trottoirs, la réalisation d'un transformateur électrique et l'aménagement d'un espace vert.

Le même élu a rappelé que sa commune a modernisé, cette année, son réseau d'éclairage public par l'utilisation de panneaux solaires comme elle a réalisé l'amé-

nagement d'une salle de soins et d'un logement de fonction. La Direction locale des équipements publics a programmé, pour sa part, la réalisation d'un groupe scolaire dont les travaux seront lancés prochainement au profit des habitants des nouvelles zones d'habitation citées.

CONSTANTINE

Le général Gouasmia installe le nouveau commandant régional

Le Commandant de la Gendarmerie nationale (GN), le général Nouredine Gouasmia, a présidé dimanche à Constantine la cérémonie d'installation du colonel Ben El Seghir Abdelmadjid dans ses nouvelles fonctions de commandant régional de ce corps d'arme à Constantine en remplacement du colonel Mohamed Darani. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du 5^e commandement régional de la gendarmerie nationale en présence des autorités civiles et militaires. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le général Gouasmia a mis en avant l'expérience professionnelle avérée acquise par le nouveau commandant régional de la gendarmerie nationale à travers les différents postes de responsabilité qu'il a eu à assumer et exhorté les éléments des unités relevant du 5^e commandement régional de ce corps d'arme à Constantine de lui apporter toute l'assistance dans l'accomplissement de ses missions. Insistant sur la consolidation

des liens de confiance avec le citoyen, le Commandant de la Gendarmerie nationale

a également instruit les chefs d'unités à l'effet de redoubler d'efforts pour lutter contre la

criminalité sous toutes ses formes et préserver la sécurité et l'unité du pays.

Le Colonel Benseghir Abdelmadjid, nouveau Commandant régional de la Gendarmerie nationale à Constantine

Le Général Gouasmia Nouredine, Commandant de la Gendarmerie nationale, a présidé dimanche la cérémonie d'installation du Colonel Benseghir Abdelmadjid dans ses fonctions de Commandant régional de la Gendarmerie nationale à Constantine, en remplacement du Colonel Derrani Mohamed, indique un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du 5^e Commandement régional de la Gendarmerie nationale de Constantine en présence des autorités militaires. A cette occasion, le Commandant de la Gendarmerie nationale a exprimé "sa plaine disponibilité à apporter tout le soutien nécessaire au nouveau Commandant régional et a ordonné à l'ensemble des membres des unités du 5^e Commandement régional de Constantine d'obéir

à ses ordres et de l'aider à accomplir ses missions avec sincérité et loyauté". Il a, à ce propos, donné "des instructions et des orientations à tous les chefs des unités du 5^e Commandement régional de Constantine d'unités, les exhortant à doubler d'efforts pour éradiquer la criminalité sous toutes ses formes".

Le Général Gouasmia a également insisté sur l'impératif de renforcer l'action de proximité et de consolider les relations de confiance et de communication avec les citoyens, étant donné que le citoyen constitue le véritable partenaire pour la garantie de la sécurité, la préservation de l'intégrité du pays et la protection des biens public et privé et ce dans le strict respect des lois et règlements tout en s'imprégnant de l'éthique et des hautes valeurs militaires".

MOSTAGANEM

Plus d'un demi-million d'estivants sur les plages le week-end dernier

Plus d'un demi-million d'estivants ont afflué vers les plages de la wilaya de Mostaganem durant le week-end dernier, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de la protection civile. Le dispositif de surveillance des 39 plages ouvertes à la baignade de la côte mostaganémoise a enregistré l'affluence de 533.000 estivants, les vendredi et samedi, et plus de 140 interventions de secours, de sauvetage et d'évacuation vers les centres de santé ont été assurées. Les surveillants des plages ont réussi à sauver 80 personnes de la noyade et ont repêché six corps de noyés dans des zones rocheuses et interdites de baignade dans les communes de Mostaganem (plage d'El Matraha), Sidi Lakhdar (à l'Est du petit port) et Ouled Boughalem (à l'Est de Bahara), a-t-on ajouté de même source. L'équipe de plongeurs et les agents de l'unité maritime sont toujours à la recherche d'un septième noyé porté disparu depuis samedi soir dans la zone rocheuse, interdite à la baignade, à l'Ouest de la plage de Kharouba (à l'est de Mostaganem). Pour rappel, depuis l'ouverture de la saison estivale le 15 août dernier dans la wilaya de Mostaganem, neuf cas de noyade ont été enregistrés dans des zones rocheuses interdites à la baignade à proximité des plages d'Ain Ibrahim, d'El Kef Lesfer, du petit port, Bahara, entre Ouréah et Stidia et la plage d'El Matraha. Cette dernière, située au chef-lieu de wilaya, n'a pas été ouverte à la baignade cet été, a-t-on indiqué.

FINANCE ISLAMIQUE Les produits de la BNA lancés à Mostaganem, Relizane et Ain Defla

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a annoncé, lundi, le lancement de produit de la finance Islamique dans les wilayas de Mostaganem, Relizane et Ain Defla.

Il s'agit des agences, relevant du réseau de la banque, au niveau de Mostaganem "878", de Relizane "869" et Ain Defla "268", a indiqué un communiqué de cette banque publique.

Il sera, aussi procédé, durant cette semaine, au déploiement de cette activité sur plusieurs agences du réseau de la Banque, qui seront annoncées prochainement, a précisé la banque qui souligne que "cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un programme de déploiement ambitieux de la Finance Islamique sur plus de 50 agences, visant à couvrir toutes les wilayas du pays, dans les meilleurs délais".

L'offre de lancement propose à la clientèle neuf (09) produits certifiés par le comité charia de la Banque et par l'autorité nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique. Il s'agit des compte chègue islamique, compte courant islamique, compte épargne islamique, compte épargne islamique "Jeunes", compte d'investissement islamique non restreint, Mourabaha im mobilier, Mourabaha équipements, Mourabaha automobile et Ijara. Les détails de ces produits ainsi que les simulateurs MOURABAHA et IJARA sont disponibles sur le portail web dédié à la finance islamique au : www.financeislamique.bna.dz, selon le communiqué.

Les produits de la finance islamique de la BNA seront disponibles "avant fin septembre prochain" dans 30 agences des différentes wilayas du pays, a affirmé récemment à Tébessa le secrétaire général de la BNA, Samir Tamrabet.

M. Tamrabet a indiqué que la formule de la finance islamique, approuvée récemment par le gouvernement, sera généralisée pour atteindre 217 agences de la BNA à l'échelle nationale "avant la fin de l'année 2020" avec l'objectif d'offrir aux citoyens un panel de services répondant à leurs préoccupations et moyens.

COMMERCE EXTÉRIEUR Rezig : «vers la spécialisation des importations»

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a affirmé lundi à Alger que son secteur s'attelle à la spécialisation des importations à travers l'obligation de l'opérateur du Commerce extérieur à n'importer qu'un seul et unique type de produits.

Cette spécialisation permettra une meilleure organisation du commerce extérieur dans le cadre de la nouvelle approche sectorielle qui obligera les importateurs à se spécialiser dans des familles précises de produits, et qui seront inscrites sur leur Registre de commerce, a expliqué le ministre à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de l'Association nationale des Commerçants et artisans (ANCA) au Palais des expositions.

Il a réitéré, dans ce sens, que les produits localement fabriqués ne seront importés sauf lorsqu'il s'agit de soutenir, en volumes limités, le marché local, en cas de déficit dans la satisfaction de la demande.

S'agissant de la liste des produits interdits à l'exportation, le ministre a précisé que cette interdiction était liée à la conjoncture sanitaire que traverse le pays, assurant que le secteur encourage les exportations mais pas des produits qui enregistrent un manque sur le marché local.

Cette liste est modifiable suivant la conjoncture qui a motivé sa mise en place, a souligné M. Rezig avant d'ajou-

CONSEIL DES MINISTRES ZLECAF: le Président Tebboune ordonne de s'assurer de l'origine des marchandises

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a ordonné, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé dimanche, de s'assurer de l'origine africaine des biens et marchandises en circulation dans la zone de libre échange qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier prochain, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Après ratification de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et des protocoles y afférents, conformément à l'orientation stratégique de notre politique étrangère, le Président de la République a donné des orientations aux ministres concernés, sous la supervision du Premier ministre, à l'effet de tirer avantage des expériences de libre échange qu'a connue l'Algérie avec les autres ensembles régionaux", lit-on dans le communiqué.

Le Président Tebboune a mis l'accent dans ce cadre sur l'impératif de s'assurer de l'origine africaine des biens et marchandises en circulation dans la zone de libre échange et dont le taux d'intégration ne doit être inférieur à 50%, pour qu'ils ne s'infiltrent pas dans le marché national, au détriment de la production locale des produits fabriqués en dehors du continent africain.

Cet accord qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 permettra aux opé-



rateurs économiques d'accéder aux marchés africains et de tirer profit des efforts déployés par leurs pays en matière de renforcement des infrastructures du Continent, aussi bien à travers la route transsaharienne que par la modernisation du réseau fer-

roviaire, mais également le projet du port de centre d'El Hamdania, ce qui devra augmenter le volume des échanges commerciaux hors hydrocarbures avec le continent africain, sachant qu'il dépasse actuellement pas les 3%/an.

Mise en place d'un cadre organisationnel spécifique adaptant les règles d'attribution des marchés publics

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé dimanche que la conjoncture exceptionnelle que traverse le pays, depuis le mois de mars, du fait de la propagation de la pandémie de Covid-19 nous a amené à met-

tre en place un cadre organisationnel spécifique permettant d'adapter les règles d'attribution des marchés publics relatifs aux opérations programmées, à cette situation inédite, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Lors de cette réunion périodique du Conseil des ministres, le Président de la République a indiqué que ce cadre organisationnel spécifique "permettra d'adapter les règles d'attribution des marchés publics relatifs aux opérations pro-

grammées, à cette situation inédite et de la gérer de manière flexible, rapide et transparente en vue de faciliter l'accomplissement des missions des administrations et établissements publics", a précisé la même source.



ter que les produits interdits à l'exportation sont les produits subventionnés, l'ail, les masques et le gel hydro-alcoolique, c'est-à-dire des besoins fondamentaux pour le citoyen.

Par ailleurs, le ministre du Commerce a fait état, dans une déclaration à la presse, de l'élaboration en cours d'une feuille de route pour les opérations de commercialisation et de stockage.

Reprise prochaine des activités de la Safex

La reprise des activités de la Société algérienne des foires et exportations

(Safex) est prévue pour bientôt dans le cadre d'un rigoureux protocole sanitaire, a annoncé le ministre. "Impactée par la pandémie, la Safex verra relancer ses activités, à savoir l'organisation des salons", a assuré M. Rezig. D'autre part, le ministre a rappelé aux commerçants l'échéance du 31 décembre prochain pour la mise en application de l'article 111 de la loi de Finances 2020 portant obligation de mettre, à la disposition des consommateurs, des instruments de paiement électronique.

"Cette opération gratuite pour le consommateur contribuera à la disponibilité des liquidités dans les banques et les bureaux de poste", a-t-il affirmé.

Concernant l'ouverture du nouveau siège de l'ANCA, le ministre a mis en avant l'importance de cette dernière en tant qu'un des instruments du secteur pour la moralisation de l'activité commerciale et l'organisation des marchés.

Le ministre a saisi cette occasion pour saluer les commerçants, qui ont montré, a-t-il dit, leur sens de patriotisme durant les moments difficiles qu'a traversés le pays, qualifiant de "partenaire essentiel" les associations de commerçants et de consommateurs dans la cristallisation de la nouvelle vision du Commerce algérien. Pour sa part, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), Hadj Tahar Boulenouar, a affirmé la disposition de son organisation à œuvrer à la promotion des activités commerciales et artisanales ainsi qu'à l'accès à la numérisation économique.

Il a apporté, dans ce sens, son appui à l'arrêté interministériel fixant les modalités particulières d'exercice du commerce de troc frontalier au regard de son importance dans la relance du commerce, dans la région notamment avec le Mali et le Niger.

Le président de l'ANCA a mis en avant également l'impératif de la participation efficace des commerçants à la réussite des différentes manifestations économiques et à la promotion du produit national à l'étranger".

ARABIE SAOUDITE

Aramco fait de nouvelles découvertes pétrolières et gazières

Le géant pétrolier saoudien Aramco a découvert deux nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans la région nord d'Abraq al-Toloul et d'al-Jof, a indiqué le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdoulaziz bin Salman Al-Saud.

"Le nouveau champ pétrolier d'Abraq al-Toloul, coule avec un débit quotidien de 3.189 barils par jour (bpj) de pétrole brut, avec 1,4 million de pieds cubes de gaz naturel", selon les précisions du prince Abdoulaziz bin Salman rapporté par l'agence de presse officielle SPA.

Le gaz naturel du réservoir d'al-Sarara dans le champ Haddah al-Hajrah s'écoule à un débit de 16 millions de pieds cubes standard par jour, avec 1.944 barils de condensats. Le groupe Aramco continuera d'évaluer les quantités de pétrole, de gaz et de condensat



dans les deux champs, en plus pour déterminer leur superficie et leur taille, a rapporté SPA

citant le ministre. Les bénéfices d'Aramco ont chuté de 73% au deuxième trimestre de l'année en raison de la baisse des prix du pétrole brut et de la chute des marges du raffinage et des produits chimiques alors que le COVID-19 a frappé la demande et les ventes. Le bénéfice net du deuxième trimestre était en baisse à 24,6 milliards de riyals (6,57 milliards de dollars), contre 92,6 milliards de riyals au même trimestre de l'année dernière. Cependant, la société prévoit toujours de verser 75 milliards de dollars de dividendes cette année.

CHINE

Le Covid-19 plombe la rentabilité des grandes banques

Les grandes banques publiques chinoises ont fait état au premier semestre des pires performances depuis au moins dix ans, plombées par la pandémie de Covid-19 qui a fait gonfler les créances douteuses.

La Chine, premier pays mis à l'arrêt en début d'année par le nouveau coronavirus, a depuis largement redémarré son activité.

Mais les plus petites entreprises - important vivier d'emplois - ont été les plus durement touchées financièrement, poussant Pékin à ordonner aux banques des mesures de soutien à l'économie (report des remboursements de prêts, réductions de frais notamment).

Résultat, Bank of China (BOC), la première banque commerciale du pays pour les échanges de devises, a publié dimanche un bénéfice net en repli de 13,1% sur un an au premier semestre, à 100,9 milliards de yuans (12,3 milliards d'euros).

Dans le même temps, la délicate situation financière d'une partie des entreprises a pesé sur le remboursement de leurs prêts et fait gonfler les créances douteuses. Ces dernières représentaient 1,42% des prêts au premier semestre (contre 1,37% un an plus tôt), selon Bank of China.

Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), la plus grosse banque du pays en termes d'actifs, a vu son bénéfice fondre de 11,2% sur un an entre janvier et juin à 148,7 milliards de yuans (18,2 milliards d'euros).

ICBC, qui se targue d'avoir soutenu l'économie via une réduction des frais et des taux d'intérêt pour ses clients, a fait état de 269,9 milliards de yuans (33 milliards d'euros) de créances douteuses au premier semestre.

"Au second semestre, l'économie mondiale sera confrontée à des vents contraires", a prévenu la banque, pointant

des "turbulences" pour la finance mondiale et une montée des risques géopolitiques sur son fond de tensions entre la Chine et les Etats-Unis. Pour sa part, Agricultural Bank of China (ABC) a enregistré au premier semestre un bénéfice net de 108,8 milliards de yuans (13,3 milliards d'euros), en baisse de 10,3% sur un an. China Construction Bank (CCB), deuxième banque du pays en termes d'actifs, a fait état d'un bénéfice net de 137,6 milliards de yuans (16,8 milliards d'euros), soit une baisse de 10,7% sur un an pour la période janvier-juin. Selon l'agence d'information financière Bloomberg, il s'agit des pires performances depuis plus de dix ans pour le secteur bancaire.

Et dans un contexte de pressions amené à durer, les bénéfices des banques chinoises pourraient fondre de 20 à 25% cette année, estime un analyste cité par Bloomberg.

Chine : PetroChina et Sinopec dans le rouge au 1^{er} semestre

Les deux géants chinois du pétrole Sinopec et PetroChina ont fait état d'importantes pertes au premier semestre, alors que le prix de l'or noir est plombé par la crise du coronavirus, et annoncé des perspectives moroses. Le groupe public Sinopec, premier raffineur d'Asie, a annoncé dimanche un déficit de 22,8 milliards de yuans (2,7 milliards d'euros) entre janvier et juin. Un an plus tôt sur cette période, l'entreprise avait dégagé un bénéfice de 31,3 milliards de yuans. Selon

l'agence d'information financière Bloomberg, c'est la première fois depuis au moins 20 ans que Sinopec enregistre des résultats semestriels dans le rouge. La Chine a été en début d'année le premier pays mis à l'arrêt par le nouveau coronavirus, une situation qui a plombé l'activité et la demande en produits pétroliers. Au premier semestre, l'industrie pétrochimique a fait face à des "difficultés sans précédent", a relevé Sinopec, qui redoute davantage d'incertitudes dans la seconde

moitié de l'année, sur fond de ralentissement économique mondial. Sinopec dit s'attendre à ce que les prix du pétrole continuent "à fluctuer à un niveau bas" compte tenu des capacités de production des pays exportateurs et de la baisse de la demande dans les pays consommateurs. De son côté, PetroChina, entité cotée du géant pétrolier public CNPC et premier producteur de brut chinois, a accusé un résultat négatif de 29,9 milliards de yuans (3,6 milliards d'euros) au

premier semestre. L'an dernier à la même période, PetroChina avait dégagé 28,4 milliards de yuans de bénéfices. L'entreprise a dit s'attendre à une fin d'année difficile compte tenu de la conjoncture économique mondiale et fait état d'une "concurrence plus intense" sur le marché chinois. Depuis le 1^{er} mai, les entreprises étrangères peuvent participer en Chine sans participation locale à l'exploration et à la production pétrolière et gazière.

RUSSIE

Gazprom annonce un bénéfice net en chute libre au 1^{er} semestre

Le groupe russe Gazprom a annoncé lundi un bénéfice net divisé par 25 au premier semestre sur un an, lié à la crise mondiale déclenchée par la pandémie et aux prix du gaz historiquement bas.

Selon les résultats publiés lundi, le groupe contrôlé par l'Etat russe a enregistré un bénéfice net de 32,9 milliards de roubles au premier semestre 2020 (375 millions d'euros au taux actuel), contre un bénéfice de 836,5 milliards de roubles sur la même période en 2019.

Le chiffre d'affaires pour cette période a lui baissé de près d'un tiers à 2.903 milliards de roubles sur un an.

Les producteurs d'hydrocarbures du monde entier ont été durement atteints par l'effondrement de la demande et des prix de l'énergie, en raison des mesures prises pour combattre la pandémie de

nouveau coronavirus, affectant notamment le secteur du transport.

En Russie, les résultats des entreprises sont également touchés par une dévaluation du rouble. Après un premier trimestre dans le rouge, avec une perte nette de 116,2 milliards de roubles, le groupe s'est légèrement repris au deuxième trimestre, avec un bénéfice net enregistré de 149,2 milliards de roubles.

Les résultats sont notamment dus à une baisse des prix et des volumes de gaz vendus à l'Europe, dont le groupe tire une grande partie de ses revenus, précise le communiqué. En volume, ses ventes ont baissé de 16% au premier semestre sur un an, tandis que les revenus ont fondu de près de moitié. Dans une note explicative, le vice-président du comité de gestion de Gazprom, Famil Sadigov, a pointé les

"défis" auxquels fait face l'industrie pétrolière, évoquant "une forte baisse de la demande de ressources énergétiques", les prix du gaz atteignant en Europe des niveaux "historiquement bas", et la volatilité des taux de change.

"Dans ces conditions extrêmes, Gazprom a affiché des résultats financiers décevants par rapport à de nombreuses autres sociétés pétrolières et gazières (grâce à) des mesures d'optimisation des dépenses d'exploitation et d'investissement", a-t-il affirmé.

Il indique, par ailleurs, constater dès à présent une amélioration de la situation au troisième trimestre.

Gazprom avait enregistré en 2019 une chute de 17% à 1.203 milliards de roubles de son bénéfice net par rapport à 2018, année de tous les records.

ITALIE

Recul de 12,8 % du PIB au 2e trimestre en raison de la pandémie

L'Italie a enregistré une chute record de 12,8% de son Produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre par rapport au précédent en raison de la pandémie de coronavirus, entrant ainsi en récession, a indiqué lundi l'Istat, en aggravant son estimation initiale. Comparé au deuxième trimestre 2019, le plongeon de la troisième économie de la zone euro est encore plus vertigineux, à -17,7%. Le 31 juillet, l'Istat avait fait état, dans son estimation préliminaire, d'une chute du PIB de 12,4% d'un trimestre sur l'autre et de 17,3% sur un an. Sur les six premiers mois de l'année, la baisse atteint 14,7%.

L'estimation complète des comptes économiques trimestriels confirme l'ampleur exceptionnelle de la baisse du PIB au deuxième trimestre du fait des effets économiques de l'urgence sanitaire et des mesures de confinement adoptées", a souligné l'Istat dans son commentaire, en évoquant des baisses d'une ampleur jamais vues depuis le début des statistiques en 1995.

L'Italie, premier pays touché en Europe par l'épidémie, a imposé de strictes mesures de confinement en mars et avril, paralysant une grande part de son activité économique. La péninsule devrait subir cette année sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale, avec un plongeon du PIB estimé, selon les experts et les scénarios, entre 8 et 14%. L'ensemble de l'économie mondiale est durement affectée.

La zone euro a vu son PIB chuter dans des proportions jamais vues au deuxième trimestre (-12,1%, selon la première prévision publiée fin juillet).

OMC

La ministre sud-coréenne du Commerce en visite à Genève

La ministre sud-coréenne du Commerce, Yoo Myung-hee, candidate au poste de présidente de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), compte se rendre à Genève en début de semaine alors que l'institution internationale entame le processus de sélection de son prochain dirigeant.

Selon l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, Mme Yoo se rendra lundi en Suisse alors que l'OMC prévoit de lancer le premier tour du processus de sélection le 7 septembre. Au cours du premier tour, les représentants de 164 Etats membres fourniront un maximum de quatre préférences, après quoi trois candidats seront retirés de la liste. Au total, le processus de sélection comptera trois tours, précise Yonhap. La ministre sud-coréenne sera en compétition avec des candidats de sept pays, à savoir, le Mexique, la Nigéria, l'Egypte, la Moldavie, le Kenya, l'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne. Mme Yoo prévoit de contacter des représentants des Etats membres pour demander leur soutien, a fait savoir le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'énergie, cité par Yonhap.

JAPON

Bond supérieur aux attentes de la production industrielle en juillet

La production industrielle au Japon a bondi de 8% en juillet sur un mois, selon des chiffres publiés lundi, une hausse nettement supérieure aux attentes confirmant la reprise économique dans le pays après plusieurs mois désastreux liés à la pandémie.

Les économistes du consensus Bloomberg s'attendaient à une augmentation de 5%, après déjà un rebond de 1,9% en juin, qui avait marqué la première hausse en cinq mois de cet indice manufacturier.

Les expéditions de biens manufacturés ont été dynamiques en juillet (+6% sur un mois), tandis que les stocks ont diminué de 1,6%, a détaillé le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (Meti).

L'automobile et la sidérurgie ont notamment contribué à la croissance de la production industrielle en juillet. Les entreprises industrielles japonaises, sondées par le Meti, s'attendent à une hausse de 4% de leur production en août sur un mois, puis de 1,9% en septembre. L'économie japonaise, qui a subi une contraction historique de 7,8% au deuxième trimestre (avril-juin) comparé au premier selon des chiffres préliminaires publiés mi-août, est toutefois loin d'être sortie de la crise. Ainsi, la production industrielle en juillet est demeurée nettement inférieure à celle d'il y a un an (-16,1%), et les ventes au détail au Japon, également publiées lundi par le Meti, ont reculé en juillet (-3,3% sur un mois) après un vif rebond en juin.

ALGER

Fermeture de plus de 5.000 locaux commerciaux et marchés communaux depuis mars dernier

La Commission mixte de contrôle et de répression relevant des services des circonscriptions administratives d'Alger a procédé, depuis mars dernier au 27 août 2020, à la fermeture de plus de 5.000 locaux commerciaux à travers les différentes communes d'Alger en raison du non respect des mesures préventives de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (COVID-19), indique dimanche un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

Selon un communiqué rendu public par la wilaya sur sa page Facebook, le bilan des opérations de fermeture des locaux commerciaux, des marchés communaux et des espaces commerciaux n'ayant pas respecté les mesures préventives prévues par l'instruction gouvernementale pour la lutte contre la pandémie de la COVID-19, fait état de la fermeture de 5145 locaux depuis mars dernier jusqu'au 27 août 2020 à travers les différentes circonscriptions administratives.

A la circonscription administrative de Rouiba, il a été procédé à la suspension de l'activité de 299 locaux, dont la fermeture du marché de la cité El Ouancharis (Ex DNC) de Reghaia.

L'activité de 3528 locaux commerciaux a été suspendue au niveau des différentes communes de la circonscription de Dar El Beida à savoir: Bab Ezzouar (76 locaux), Dar El Beida (3409), Mohammadia (13), Bordj El Kiffan (22), Bordj El Bahri (1 local), Ain Taya (4), El Marsa (3), outre la fermeture de deux marchés communaux à Bab Ezzouar et la suspension de l'activité d'un centre commercial à la commune de Mohammadia.

A Zeralda, les mêmes services ont fait état de la suspension de l'activité de 82 locaux au niveau des communes de Zeralda (26 locaux), Staoueli (50), Soudania (6), ainsi que 8 centres commerciaux à savoir 4 à Zeralda et 4 à Staoueli.

Les interventions de la commission de répression au niveau de la circonscription administrative de Hussein Dey se sont soldées par la suspension de 136 locaux commerciaux et de deux marchés communaux, tandis qu'au niveau de la circonscription administrative de Draria, il a été procédé à la suspension de 147 locaux commerciaux, la fermeture de trois marchés communaux et deux centres commerciaux.

A la circonscription administrative de Birtouta, il a été procédé à la suspension des activités de 193 locaux commerciaux et la fermeture d'un marché communal.

Dans le même cadre, 319 locaux commerciaux ont été suspendus au niveau des différentes communes de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais à savoir: 91 locaux commerciaux à la commune de Bir Mourad Rais, 38 locaux commerciaux à la commune de Hydra, 66 locaux commerciaux à la commune de Bir Khadem, 61 locaux commerciaux à la commune Saoula et 63 locaux commerciaux à la commune de Gué de Constantine, outre la fermeture de deux marchés communaux à Bir Khadem et d'un marché à la commune Saoula.

La même commission a procédé à la suspension des activités de 252 locaux commerciaux au niveau de la circonscription administrative de Sidi M'hamed réparties comme suit: 47 locaux à la commune de Sidi M'hamed, 40 locaux à Alger Centre, 05 à El-Mouradia et 16 locaux à El-Madania en sus de la fermeture de 3 marchés et la suspension de trois centres commerciaux à la commune de Sidi M'hamed.

Au niveau de la circonscription administrative de Sidi Abdellah, il a été procédé à la suspension de 23 locaux commerciaux et d'un marché communal.

A la circonscription administrative de Barraki, il a été procédé à la fermeture de 166 locaux.

CONSEIL DES MINISTRES

Le Président Tebboune ordonne de lutter contre le phénomène de bandes criminelles de quartiers

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, dimanche, l'impératif de lutter sans relâche contre le phénomène de bandes criminelles de quartiers, tout en excluant les personnes condamnées, membres de ces bandes, des procédures de grâce.

Le président de la République qui présidait une réunion, par vision conférence, du Conseil des ministres, a ordonné de "lutter sans relâche contre le phénomène de bandes criminelles de quartiers qui ont connu un pullulement ces dernières années, notamment dans les grandes villes à la faveur de la faiblesse de l'autorité de l'Etat, d'où l'impératif renforcement des mesures coercitives en vue de protéger les citoyens et leurs biens, de ces bandes criminelles qui sèment le chaos, terrorisent les citoyens et s'adonnent au trafic de drogue en se servant de l'argent sale".

Le Président Tebboune a également ordonné d'"interdire l'importation, la vente, la possession, l'utilisation ou la fabrication d'armes blanches, sabres et poignards, destinés aux bandes de quartiers et d'exclure les personnes condamnées, membres de ces bandes, des procédures de grâce".

Il a ordonné d'"instituer des mesures légales devant protéger les différents corps de sécurité, chargés de lutter



contre ces bandes". A ce propos, le Président de la République a donné des instructions à l'effet d'intensifier l'action de la Commission nationale et des sous-commissions locales créées dans le cadre dudit projet d'ordonnance soumis au débat, tout en impliquant la société civile dans la lutte contre cette criminalité passible de peines proposées allant de 5 ans à la perpétuité en cas d'homicide, assorties d'une amende allant jusqu'à 2 millions DA.

Le Président de la

République a, également, chargé le ministre de la Justice, Garde des Sceaux d'élaborer une loi contre le kidnapping pour préserver la sécurité des citoyens et de leurs enfants.

S'agissant de l'amendement du Code des Procédure pénale, le Président Tebboune a salué "les dispositions contenues dans de ce projet visant la promotion de la Justice pénale à travers la création de deux nouveaux pôles économique et financier, au vu du caractère complexe que revêt désormais la

criminalité et de ses mutations qui requièrent l'adaptation des moyens et mécanismes de lutte".

L'ordre du jour comportait l'examen et le débat de trois projets d'ordonnance dont deux présentés par le ministre de la Justice, garde des sceaux: Le premier concerne la prévention et la lutte contre le phénomène de bandes de quartiers et le deuxième amende et complète l'Ordonnance 155-66 du 8 juin 1966 portant Code de procédure pénale, à travers la consolidation de la spécialisation de la Justice pénale en créant de nouveaux pôles, l'amendement des dispositions relatives au privilège de juridiction dont bénéficient certaines catégories de hauts responsables de l'Etat et l'introduction de nouvelles dispositions inhérentes au recours à la visioconférence dans les procédures judiciaires.

Présenté par le ministre de l'industrie pharmaceutique, le troisième projet d'ordonnance amende et complète la loi 11-18 du 2 juillet 2018, relative à la santé.

Le Président Tebboune ordonne la mise en place d'un plan d'urgence de lutte contre la pollution dans le Sud

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a chargé, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé dimanche, le ministre délégué chargé de l'Environnement saharien, de se rendre dans le Sud pour mettre en place un plan d'urgence de lutte contre la pollution au niveau des sites archéologiques et touristiques et pour l'amélioration du réseau d'assainissement, indique un communiqué de la Présidence de la République.

A l'issue de l'exposé de la ministre de l'Environnement sur la stratégie du secteur visant à assurer au citoyen un cadre de vie qualitatif en tant que priorité absolue, le Président de la République a ordonné de "relancer le projet du Barrage vert comme priorité pour lutter contre la désertification vers le nord". Le Président Tebboune a appelé "à s'intéresser davantage à l'environnement, à œuvrer en coordination avec la

société civile à embellir nos villes et à inculquer la culture environnementale aux enfants dans les écoles, le défi d'aujourd'hui ayant une dimension éducative et civilisationnelle".

Le Président de la République a également ordonné de coordonner les politiques de protection de l'environnement avec les différents programmes internationaux, mettre en exergue le rôle de l'Algérie dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et se conformer aux conventions internationales.

En complément de la précédente réunion du Conseil des ministres, la ministre de l'Environnement a présenté un exposé sur le document de travail à l'effet de redynamiser et de développer les activités du secteur de l'environnement dans le cadre d'une nouvelle approche économique et sociale.

DÉCHETS - ÉTUDE

Ghardaïa: lancement d'une étude de schéma communal de gestion des déchets ménagers

Une étude de schéma communal de gestion des déchets ménagers et assimilés du chef-lieu de wilaya de Ghardaïa vient d'être lancée pour palier au dysfonctionnement et à la dégradation de la situation environnementale, a affirmé lundi à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (P-APC) de Ghardaïa.

Confié à un bureau d'étude spécialisé pour un montant de plus de deux (2) millions de dinars, ce schéma qui comporte trois phases vise à trouver des solutions pérennes et des procédés durables pour la prise en charge et le traitement des déchets ménagers, a expliqué Aoumeur Fekhar.

Il a aussi pour objectif d'aider les structures locales de la commune à mettre en place un mode de collecte des ordures ménagères adapté à la région en éliminant les points noirs et les dépotoirs sauvages, a-t-il.

La mauvaise gestion des ordures ménagères à Ghardaïa trouve son origine non

seulement dans l'absence de moyens matériels et humains mais aussi dans l'incivisme et les comportements irresponsables de la population, a déploré le P/APC.

L'objectif global assigné à cette étude est d'étudier les problèmes majeurs liés à la gestion des ordures ménagères et de contribuer à une gestion durable et proposer une stratégie pour la maîtrise de la collecte des déchets ménagers dans la commune de Ghardaïa, a relevé M. Fekhar.

La problématique des déchets ménagers requiert pour cela des solutions efficaces pour une meilleure gestion de plus de 32.000 tonnes d'ordures ménagères produites par an à Ghardaïa, estime-t-il.

L'étude doit trouver des réponses au dysfonctionnement dans la collecte des déchets au niveau de la commune, qui se répercute négativement sur l'environnement, dans le cadre concerté avec les acteurs sociaux et la société civile et chaque phase sera discutée avant son approbation, a conclu le P/APC de



Ghardaïa Pour de nombreux observateurs, la ville de Ghardaïa a connu ces dernières années une forte croissance démographique et une évolution du mode de vie qui s'est accompagnée d'une augmentation des déchets ménagers, devenus un enjeu majeur du développement du tissu urbain.

MAROC

Une Achoura émaillée d'incidents, plus de 150 interpellations

Les célébrations associées à la fête d'Achoura ont été émaillées d'incidents dans la nuit de samedi à dimanche au Maroc, avec une trentaine de blessés dans les rangs des forces de l'ordre et 157 interpellations, a annoncé la police.

La presse locale évoque une Achoura sous le signe de chaos: des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des jeunes brûlant des pneus dans plusieurs quartiers de la métropole économique Casablanca et de la capitale Rabat ainsi que des affrontements avec la police.

La Direction générale de la sûreté nationale du royaume (DGSN) a fait état dimanche dans un communiqué de 157 interpellations, dont des mineurs, pour "leur implication présumée dans des actes de vandalisme".

La même source annonce un bilan de 28 blessés du côté des forces de l'ordre et des "dégâts



matériels" occasionnés par ces incidents. Dans le cadre des mesures de prévention contre le Coronavirus, les autorités marocaines avaient interdit en fin de semaine les festivités associées à Achoura dans certaines régions, notamment les "rassemblements et chants folkloriques dans les quartiers, attroupements en tout genre et utilisation de pétards".

Depuis début août, l'ampleur de la propagation du nouveau Coronavirus au Maroc devient inquiétante.

selon le dernier bilan rendu public dimanche, le royaume a enregistré 1.111 morts et 61.399 cas de contaminations.

GHANA

Le président ghanéen annonce une réouverture partielle des écoles

Le président ghanéen Nana Addo Dankwa Akufo-Addo a annoncé dimanche que les élèves de deuxième année des collèges et lycées du Ghana reprendront les cours le 5 octobre.

La réouverture partielle des écoles pour ces élèves doit leur permettre de terminer l'année scolaire 2019/20, a déclaré le président dans son 16^e message à la nation consacré aux mesures prises contre le COVID-19, ajoutant que la décision avait été prise par le Service de l'éducation après consultation des parties concernées.

Tous les enfants scolarisés en garderie, en maternelle, au primaire et en première année de collège demeureront chez eux jusqu'en janvier 2021, a confirmé M. Akufo-Addo.

Les écoles de ce pays d'Afrique de l'Ouest ont été fermées le 16 mars après que le Ghana a enregistré deux cas confirmés quatre jours plus tôt.

MENA

Hausse prévue des recrutements à distance dans les pays de la région

Environ 81% des professionnels au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Mena) s'attendent à ce que le recrutement à distance augmente au cours des prochains mois, selon une enquête menée récemment par Bayt.com, le premier site d'emploi du Moyen-Orient.

"Environ 74% des répondants salariés affirment que leur entreprise adopte un processus de recrutement entièrement en ligne", révèle l'enquête menée sur un échantillon de 2.322 répondants au niveau des pays de la région. Parmi les demandeurs d'emploi, 72% considèrent les sites d'emploi en ligne comme la source la plus fiable pour trouver des opportunités perti-

nelles, suivis des médias sociaux (14%) et des sites Web d'entreprise (8%).

Si elle est bien exploitée, la tendance à la numérisation pourrait aider les entreprises de la région à élargir leur base de talents en élargissant leur bassin de candidats avancés situés dans différentes parties du monde, estiment les auteurs de l'enquête.

Dans un certain nombre de pays, le dialogue autour du travail à distance et virtuel est bien engagé, 84% des répondants considérant les entretiens virtuels comme une alternative fiable aux entretiens physiques, révèlent la même source.

Alors que la pandémie de Covid-19 accélère la transformation numérique

du travail, les chefs d'entreprise et les professionnels doivent être prêts à gérer de manière proactive cette période de transition, estiment les auteurs de l'enquête.

"Les recruteurs de la région de Mena utilisent la technologie pour stimuler l'innovation et optimiser le processus de recrutement.

Les données obtenues à partir de notre dernière enquête confirment que les sites d'emploi en ligne peuvent avoir un impact substantiel sur le processus de recrutement en aidant les entreprises à se développer et à embaucher plus de talents", a déclaré Ola Haddad, directeur des ressources humaines chez Bayt.com.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Auckland sort du confinement, les autorités néo-zélandaises confiantes

Les écoles d'Auckland ont rouvert leurs portes lundi matin, alors que la plus grande ville de Nouvelle-Zélande émergeait de près de trois semaines de confinement, les autorités affichant leur confiance quant au reflux de la deuxième vague épidémique.

Les habitants de la grande ville de l'île du Nord pouvaient de nouveau sortir de chez eux, mais les rassemble-

ments de plus de dix personnes, en dehors des écoles, restaient interdits.

Le port du masque est par ailleurs obligatoire dans les transports en commun dans tout le pays.

Un confinement avait été ordonné à Auckland après la découverte le 12 août de quatre cas dans l'agglomération, qui était venue interrompre une série de 102 jours sans contamination

locale. Au total, 141 personnes ont depuis été contaminées. L'origine du foyer d'infection n'a pas pour l'instant été déterminée, et la Première ministre Jacinda Ardern a jugé inévitable que de nouveaux cas soient recensés dans les prochains jours.

Néanmoins, elle a estimé qu'il était désormais opportun de lever le confinement. "Nous avons un plan qui va fonctionner", a-t-elle dit aux

journalistes à Auckland. "Il faut que tout le monde le respecte." Mme Ardern, qui avait reporté d'un mois les élections législatives prévues en septembre, a exhorté ses compatriotes à "jouer leur rôle" dans la lutte contre le coronavirus. "Il est naturel de se sentir fatigué, c'est le cas du monde entier", a-t-elle dit. "Mais en comparaison avec les autres, nous nous en sortons très bien."

ETATS-UNIS

1 mort et 5 blessés dans une fusillade à Chicago

Au moins une personne a été tuée et cinq autres blessées dans une fusillade survenue dimanche devant une crêperie du quartier de Far South Side de Chicago, a annoncé la police locale.

L'incident s'est produit vers 13h50 heure locale.

L'une des personnes touchées, qui était apparemment la "personne visée" par cette attaque, est décédée des suites de ses blessures, a déclaré le Chicago Tribune, citant la police de Chicago.

Les cinq autres personnes ont été transportées vers des hôpitaux locaux. "Il dinait sous une tente

en extérieur lorsqu'un SUV de couleur blanche est arrivé.

Les occupants ont tiré plusieurs coups de feu et l'ont touché", a déclaré dans un communiqué préliminaire la police de Chicago au sujet de l'individu décédé.

La gravité des blessures des cinq autres personnes n'est pas encore connue, non plus que leur âge et leur sexe.

Des détectives sont sur place et enquêtent sur l'incident, a déclaré Tom Ahern, directeur adjoint du service de presse et de communication de la police de Chicago.

TUNISIE

Découverte de deux obus datant de la 2^e guerre mondiale sur une plage

Les services de la Garde et de l'armée nationale tunisiennes ont pris, dimanche, les mesures nécessaires pour soulever deux grands obus de la deuxième guerre mondiale qui ont été découverts sur la Plage Aïn Nsara à Bizerte Sud, (nord de la Tunisie) rapporte l'agence TAP citant une source sécuritaire.

Selon la même source, suite à des informations parvenues à la garde nationale concernant l'existence d'un objet en métal sur la plage de Aïn Nsara, une équipe commune entre la garde nationale et des spécialistes en explosifs de l'armée nationale s'est dépêchée sur les lieux et a pu identifier un missile d'un mètre de long et de 250 kg de poids. En inspectant l'endroit, un deuxième missile a été découvert, a-t-elle ajouté, affirmant que toutes les dispositions nécessaires pour sécuriser les lieux, les citoyens et les vacan-



ciers ont été prises afin de pouvoir dégager les deux missiles en toute sécurité.

S A N T É - A L G É R I E

ORAN

Mise en place d'une quatrième unité d'analyse PCR (DSP)

La Direction de la santé de la wilaya d'Oran vient de mettre à la disposition des établissements de santé de proximité impliqués dans la prise en charge de Covid-19 une nouvelle unité d'analyses PCR, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution.

Les établissements de santé de proximité (polycliniques) ont été impliqués depuis près de deux mois dans la prise en charge des cas de la Covid-19 pour réduire la pression sur le Centre hospitalo-universitaire "Dr. Benzerdjeb" (CHUO) et l'Établissement hospitalo-universitaire "1er novembre" (EHUO), a rappelé le chargé de communication à la DSP, Dr. Youcef Boukhari.

Les centres de proximité qui enregistraient au mois de juillet jusqu'à 500 consultations covid-19 par jour connaissent, depuis quelques jours, une baisse considérable, note le même responsable, ajoutant que cette nouvelle unité PCR ne sera opérationnelle qu'en cas de recrudescence de la pandémie. Cette nouvelle unité PCR jouxte le laboratoire d'hygiène de la wilaya à Haï Gambetta. Elle est équipée de tous les équipements nécessaires pour dépister les personnes s'adressant aux polycliniques.

Cette nouvelle acquisition s'inscrit dans le cadre des nouvelles directives du ministère de tutelle visant l'implication des établissements de santé de proximité dans la prise en charge des cas de la Covid-19, notamment en ce qui concerne les consultations.

Les grands hôpitaux devant être réservés à l'hospitalisation et la prise en charge des cas compliqués et graves, a-t-on expliqué.

EL-TARF

Renforcement de l'hôpital de Besbes de 29 praticiens

L'hôpital de 240 lits de la commune de Besbes, située à l'ouest de la wilaya d'El Tarf, a été récemment renforcé de 29 médecins entre généralistes et spécialistes et de paramédicaux, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Il s'agit du recrutement de 22 médecins spécialistes, entre autres, en gynécologie, en médecine légale et en réanimation, ainsi que trois (03) généralistes et six (06) paramédicaux venus renforcer le secteur de la santé dans l'objectif d'améliorer la prise en charge sanitaire des malades, selon la même source.

La même source a fait état également du renforcement du secteur, au titre du volontariat, par un total de 70 agents techniques de santé (ATS), principalement des aides-soignants qui sont venus prêter main forte aux professionnels du secteur en cette période de propagation du coronavirus, nécessitant la mobilisation d'un maximum de personnel sanitaire.

L'hôpital de Besbes, qui prend en charge depuis quatre ans la population qui se rendait auparavant jusqu'à Annaba ou à El Tarf pour les soins nécessaires, dispose de divers services (urgences, laboratoire de biologie, service de pédiatrie, maternité et unités de chirurgie et médicale), répondant aux critères requis, a-t-on indiqué.

Le wali d'El Tarf, Harfouche Benarar, a mis en avant, lors d'une récente rencontre, les efforts déployés par l'Etat pour améliorer la qualité de la prestation médicale et permettre aux professionnels d'exercer leur métier dans les meilleures conditions possibles.

Le chef de l'exécutif avait ainsi précisé que deux ateliers, dédiés à la fabrication de combinaisons et masques de protection, ont été ouverts, l'un au sein de l'hôpital de Besbes et l'autre dans d'un établissement de la formation professionnelle.

Rappelant que la wilaya d'El Tarf a réceptionné huit (08) ambulances attribuées au profit des communes de Chebaita Mokhtar, Zerizer, Asfour, Berihane, Cheffia, Zitouna, Bougous et Oued Zitounne, M. Benarar a rendu un hommage appuyé aux blouses blanches pour leur combat sans relâche contre la Covid-19.

348 nouveaux cas, 266 guérisons et 9 décès

Trois cent quarante-huit (348) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 266 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 44.494 dont 348 nouveaux cas, soit 0,8 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1510 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 31 244, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 19 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 10 autres



ont enregistré plus de dix cas, tandis que 19 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

CONSEIL DES MINISTRES

Le Président Tebboune donne des instructions pour relancer le secteur pharmaceutique en Algérie

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a donné, dimanche, une série d'instructions visant à relancer le secteur pharmaceutique en Algérie, affirmant que le marché du médicament en Algérie doit être adapté à la nouvelle approche économique, visant à encourager la production nationale en préservant la devise et la santé du citoyen, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Lors de la réunion périodique du Conseil des ministres, le Président de la République a ordonné "d'assurer à la société Saïdal un accompagnement particulier pour lui permettre de recouvrer son leadership en matière de production de médicaments et de récupérer sa précédente part du marché national", laquelle

se situait aux environs de 30% avant d'être réduite à 10%, en raison des manipulations en faveur de l'importation. Le Président Tebboune a donné des instructions pour accorder la priorité à l'augmentation de la production nationale pour ce qui est de la fabrication de médicaments et réduire la facture d'importation de 400 millions de dollars d'ici à la fin de l'année en cours. Il s'agit également d'accorder à l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) placée sous la tutelle du ministère de l'industrie pharmaceutique, les prérogatives de réguler et d'organiser le marché et de développer l'industrie pharmaceutique. Le Président de la République a ordonné également d'introduire un article dans le projet présenté au débat pour le contrôle

du stock de médicaments, afin d'éviter l'importation anarchique observée dans la circulation des médicaments arrivés à expiration ou stockés au lieu d'être détruits", de lutter contre les laboratoires et lobbies impliqués dans des opérations d'importation clandestine de médicaments, dans le but de nuire à la production nationale et de transférer la devise illégalement". Le Président de la République a ordonné d'ouvrir la voie aux jeunes et aux start-up pour accéder au monde de l'industrie pharmaceutique et exporter leurs produits, et de renforcer le contrôle en coordination avec les pays voisins notamment dans le sud, face aux trafiquants de psychotropes et de drogue, utilisés parfois en tant qu'arme pour déstabiliser les Etats.

ORAN

115 équipes médicales mobilisées pour veiller sur la santé des candidats du BEM

La Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran a mobilisé 115 équipes médicales pour veiller sur la santé physique et psychique des candidats du BEM, ainsi qu'au respect des mesures de prévention contre la Covid-19, a-t-on appris, lundi, auprès de cette Direction.

Chaque équipe est composée d'un médecin scolaire, d'un psychologue et d'un infirmier.

Ces professionnels de la santé pourront intervenir en cas de problème de santé physique ou psychique rencontré par les candidats à cet examen, prévu du 7 au 9 septembre, a précisé à l'APS, le chargé de la communication de la DSP, le Dr. Youcef Boukhari. Il a ajouté que ces équipes auront en outre, cette année, la mission de veiller au respect des mesures de prévention contre la propagation de la Covid-19.

"Cette année, le contexte est très particulier", estime le même responsable, ajoutant qu'en plus de la santé physique,

le confinement qui a duré plusieurs mois, et toutes ses répercussions psychologiques, sans omettre la pression de l'examen tardif risquent d'augmenter les crises d'angoisse observées chez les candidats des épreuves du BEM et du BAC.

Chaque centre d'examen sera doté d'une ou deux équipes médicales et la présence au moins d'un psychologue a été exigée pour pouvoir faire face à d'éventuelles situations de crise, a-t-il noté.

Chaque candidat aura droit à deux bavettes par jour. Les centres d'examen seront dotés de quantités suffisantes de gel hydro-alcoolique et de thermomètres pour mesurer la température des élèves à l'entrée des établissements.

Les mêmes précautions seront adoptées pour les épreuves du BAC, prévues du 13 et 17 septembre prochain.

Quelque 98 équipes médicales seront mobilisées, a-t-on encore indiqué.

CONSTANTINE - COVID-19

Plus de 150 infractions liées au non-respect des mesures préventives dans divers restaurants et cafés

Plus de 150 infractions liées au non-respect des mesures préventives dans diverses structures hôtelières et de restauration ont été recensées par les services de la Direction du commerce de la wilaya de Constantine depuis la réouverture des établissements hôteliers, des restaurants et des cafés le 15 août dernier, a-t-on appris dimanche des responsables locaux du secteur. Ce nombre d'infractions est lié au non port du masque protecteur et non-respect de la distanciation physique, obliga-

toire dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, a précisé un cadre du service de la protection du consommateur et de la répression des fraudes à la Direction du commerce, Fayçal Djeghim. Il a, dans ce sens, souligné que 23 brigades d'inspection totalisant une cinquantaine d'agents de contrôle, relevant du même secteur ont été mobilisées pour assurer le bon déroulement de cette opération de contrôle. Le même responsable a relevé que 2100 interventions ont été assurées par ces brigades

de contrôle à travers diverses communes de la wilaya et se sont soldées par l'établissement de 41 procès-verbaux (PV) de poursuites judiciaires, ainsi que 11 propositions de fermeture, a souligné la même source. Depuis le début du mois d'août en cours, plus de 22 tonnes de produits alimentaires avariés ont été saisis lors des opérations de contrôle de différents commerces d'alimentation générale et de restauration, a fait remarquer la même source.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Le seuil des 25 millions de cas franchis

Le nombre de contaminations par le coronavirus dans le monde a franchi dimanche la barre des 25 millions, l'Inde enregistrant un nouveau record mondial d'infections en 24 heures, sur fond de renforcement des restrictions à travers le monde pour tenter d'endiguer la pandémie.

Depuis juillet, environ un million de nouvelles infections sont détectées mondialement tous les quatre jours.

Et le bilan mondial des victimes établi par des médias à partir de sources officielles s'établit désormais à plus de 842.000 morts depuis fin décembre. Après avoir été frappée la première par la pandémie de Covid-19, l'Asie est de nouveau la région du monde qui a recensé le plus de nouveaux cas sur les sept derniers jours (570.819), dont plus de 8 sur 10 en Inde seule.

Dimanche, le deuxième pays le plus peuplé de la planète avec 1,3 milliard d'habitants, a annoncé avoir enregistré 78.761 cas en 24 heures, un record mondial. La pandémie, qui a frappé de plein fouet les grandes villes comme Bombay ou New Delhi, touche désormais des villes moins importantes et les campagnes. Ces chiffres ont été



annoncés au lendemain d'un nouvel assouplissement n° par le gouvernement des restrictions en vigueur depuis mars contre l'épidémie, en vue de relancer son économie frappée par la crise sanitaire qui a fait perdre leur emploi à des millions d'Indiens. A l'inverse, de nombreux pays confrontés à une résurgence de la maladie et à de

nouveaux foyers de contamination, renforcent les mesures, entraînant en Europe des protestations, particulièrement en Allemagne. Contrairement à l'Europe et à l'Asie, où les courbes de contaminations et de décès ont augmenté rapidement avant de chuter à l'issue de plusieurs semaines de confinement, le Brésil semble bloqué

depuis trois mois dans un interminable plateau, avec environ 1.000 décès quotidiens en moyenne. Six mois après avoir recensé son premier cas de Covid-19, le pays de 212 millions d'habitants, deuxième nation la plus touchée au monde par la pandémie derrière les Etats-Unis, a franchi la barre des 120.000 morts. Chez le voisin argentin, le rythme de la progression du nombre de nouveaux cas a explosé ces sept derniers jours (+35%) et le pays qui a dépassé samedi la barre des 400.000 contaminations.

Aux Etats-Unis, pays le plus contaminé (près de 6 millions de cas) et le plus endeuillé au monde (près de 182.000 morts), la rentrée scolaire s'annonce largement virtuelle en raison de l'épidémie et de nombreux parents américains, qui en ont les moyens, misent sur un apprentissage au format "capsule" pour leurs enfants.

USA

Les USA frôlent les 6 millions de cas

Les Etats-Unis frôlent les 6 millions de cas de contamination par le Covid-19, selon le comptage publié dimanche par l'université Johns Hopkins, qui fait autorité. Le total des cas enregistrés est de 5.993.668, à indi-

qué cette université de Baltimore (Maryland), dans le nord-est des Etats-Unis. Selon son comptage, le nombre de décès liés au coronavirus aux Etats-Unis est de 183.034, et 2.453.939 personnes sont

considérées comme guéries du Covid-19. Les Etats-Unis sont de loin le pays le plus lourdement affecté au monde par la pandémie en chiffres absolus, à la fois en termes de contaminations et en termes de décès.

CHILI

Près de 410.000 cas

Le Chili a annoncé dimanche que 409.974 personnes avaient été testées positives au coronavirus depuis le début de l'épidémie et que 11.244 personnes étaient mortes des suites de la maladie. Selon le ministère de la Santé, 1.966 nouveaux cas et 63

décès supplémentaires ont été signalés au cours des dernières 24 heures. Parmi les nouvelles infections, 1.277 personnes présentent des symptômes, et 616 sont asymptomatiques. Aucune information n'est disponible sur les 73 cas restants. Au total, 382.584 anciens cas de

COVID-19 sont considérés comme guéris, tandis que 16.146 infections sont toujours actives. Face à la baisse des infections, le gouvernement chilien a mis en place un plan de réouverture progressive afin de relancer l'économie et de reprendre le travail en pré-

sentiel. A cette fin, les quarantaines ont été levées dans différentes parties du pays, et les commerces non essentiels ont pu rouvrir.

Les zones qui connaissent encore une hausse significative de cas restent cependant soumises à des restrictions.

FRANCE

5.400 nouveaux cas en 24 heures

Plus de 5.400 nouveaux cas d'infection par le coronavirus ont été enregistrés au cours des dernières 24 heures, a annoncé dimanche Santé publique France, un chiffre proche de celui de la veille. 5.413 nouveaux cas ont été confirmés, selon le site internet de l'agence nationale de santé. La

progression avait été plus forte mercredi et jeudi. Le taux de positivité des tests (nombre de personnes testées positives divisé par le nombre de personnes testées) continue de progresser, à 4,1% sur les sept derniers jours, contre 4% samedi et 3,6% mercredi. Le nombre de foyers d'infection en cours

d'investigation a augmenté de 40 en 24 heures, à 346. Depuis le début de l'épidémie 30.606 personnes sont décédées en France, soit quatre de plus en 24 heures, dont 20.099 au sein des établissements hospitaliers et 10.507 (données de jeudi) en établissements sociaux et médico-sociaux.

COLOMBIE

Le nombre de cas dépasse 600.000, plus de 19.000 décès

Le nombre de cas de COVID-19 en Colombie a atteint 607.938 dimanche, après que les tests ont détecté 8.024 nouveaux cas d'infection au cours des dernières 24 heures, selon le ministère de la Santé et de la protection sociale. Le nombre de décès est passé à 19.364 après la mort de 300 autres personnes au cours de la même période. Le président Ivan Duque a appelé la population à se conformer aux recommandations de distanciation sociale et de maintien à domicile pour les personnes soupçonnées d'être infectées, alors que les mesures de confinement devraient être assou-

plies mardi dans tout le pays pour relancer l'économie. "Nous sommes sur le point d'entamer une nouvelle phase cette semaine : l'isolement sélectif avec une distanciation individuelle responsable. Nous savons que ce qui marquera notre succès sera la responsabilité partagée entre ce que fait le gouvernement, ce que font les employeurs et ce que nous faisons tous dans notre orbite familiale et individuelle", a déclaré M. Duque.

M. Duque avait annoncé précédemment que les restrictions en matière de confinement seraient assouplies à partir de septembre.

AUSTRALIE

Plus forte baisse des nouveaux cas en 2 mois

L'Australie a recensé moins de 100 nouveaux cas d'infection au coronavirus lundi, pour la première fois en deux mois, ce qui permet d'espérer un reflux durable de la deuxième vague épidémique qui s'est concentrée dans la région de Melbourne.

L'Etat du Victoria, dont Melbourne est la capitale, n'a enregistré que 73 nouveaux cas lundi, alors qu'au plus fort de la crise, plus de 700 nouvelles contaminations apparaissent fin juillet en 24 heures. Des restrictions sont imposées depuis plusieurs semaines

aux habitants de la ville, y compris un couvre-feu nocturne et la fermeture de tous les commerces non essentiels jusqu'au 13 septembre. Le Premier ministre de l'Etat, Daniel Andrews, a annoncé qu'il présenterait une feuille de route sur les étapes du déconfinement, en précisant que l'assouplissement des restrictions serait graduel. Les frontières entre l'Etat et le reste du pays devraient cependant demeurer fermées après le déconfinement. La plupart des autres Etats n'enregistrent pas, ou très peu, de nouvelles conta-

minations. C'est l'Etat voisin de Nouvelle-Galles du Sud qui est actuellement le plus touché après le Victoria. Dix nouveaux cas ont ainsi été recensés lundi dans cet Etat dont Sydney est la capitale. L'apparition d'un foyer de contaminations dans un centre de détention pour mineurs de Brisbane a poussé le gouvernement de l'Etat du Queensland à prendre des mesures particulières pour isoler les prisons. Près de 26.000 cas ont été au total enregistrés en Australie, un pays où 652 personnes sont mortes du coronavirus.

ETATS-UNIS

Manifestation à Boston contre la vaccination grippale obligatoire

Environ un millier de personnes ont manifesté dimanche à Boston contre la nouvelle obligation faite aux élèves du Massachusetts d'être vaccinés contre la grippe, qui vise à limiter l'impact d'une possible deuxième vague de coronavirus.

Les autorités du Massachusetts, emmenées par le gouverneur républicain Charlie Baker, très critique de Donald Trump, ont été les premières aux Etats-Unis à ajouter, le 19 août, la grippe à la liste des vaccins requis pour les élèves et étudiants dès l'âge de six mois. Ceux témoignant d'une contre-indication médicale ou religieuse, qui font l'école à la maison ou dont l'enseignement sera 100% virtuel, sont exemptés. Mais les manifestants, qui se sont rassemblés dans le calme devant le siège du gouverneur, pour la plupart non masqués, ont dénoncé une attaque aux droits individuels, alors que quelque 70% des districts scolaires du Massachusetts ont prévu de rouvrir au moins partiellement leurs établissements à la rentrée.

De nombreux hauts responsables de santé américains, y compris Robert Redfield, directeur des Centres américains de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), ont appelé les Américains à se faire vacciner contre la grippe cette année pour éviter d'aggraver plus encore la crise de coronavirus, sans appeler à en faire une obligation. Les Américains sont parmi les plus vaccinés au monde contre la grippe: la vaccination est conseillée dès l'âge de six mois, quand d'autres pays, dont la France, la recommandent aux personnes à risque de complications, dont les plus de 65 ans. Le Massachusetts, durement frappé par la pandémie de coronavirus au printemps comme d'autres Etats du nord-est américain, fait désormais partie de ceux où elle est aujourd'hui sous contrôle.

Les Etats-Unis prêts à une procédure accélérée pour autoriser tout futur vaccin

Le chef de l'Agence américaine des médicaments (FDA) a annoncé dans un entretien publié dimanche par le Financial Times qu'il était possible qu'un futur vaccin contre le coronavirus soit d'abord autorisé selon une procédure d'urgence, avant la fin des essais cliniques censés confirmer sûreté et efficacité.

Toute demande d'autorisation devra être déposée par le développeur du vaccin, a dit Stephen Hahn. "S'ils le font avant la fin de la phase 3, il est possible que nous considérions cela comme approprié. Nous pourrions trouver cela inapproprié, nous ferons une évaluation".

Mais il s'est défendu d'être soumis à la pression du président Donald Trump pour autoriser un vaccin avant l'élection présidentielle du 3 novembre, déclarant: "Ce sera une décision fondée sur la science, la médecine, les données. Ce ne sera pas une décision politique". Trois fabricants occidentaux de vaccins sont bien avancés et en phase 3 d'essais cliniques, des essais qui incluront in fine des dizaines de milliers de participants: AstraZeneca (partenaire de l'université britannique d'Oxford), Moderna (partenaire des Instituts américains de santé) et l'alliance Pfizer/BioNTech. Mais par la nature même de ces essais, il est difficile de prédire quand les premiers résultats apparaîtront. La moitié des participants reçoivent le vaccin expérimental, et l'autre moitié un placebo. Selon le processus normal, les responsables des essais cliniques doivent attendre, probablement pendant des mois, de voir si une différence statistiquement significative dans le nombre de gens contaminés par le virus apparaît entre les deux groupes.

A l'inverse, la Chine et la Russie ont annoncé qu'elles autorisaient deux vaccins avant la conclusion des essais. Selon Stephen Hahn, une autorisation d'urgence pourrait être accordée pour une catégorie particulière de personnes. "Une autorisation d'urgence n'est pas la même chose qu'une autorisation complète", a-t-il dit. Mais le chef de la FDA est de plus en plus critiqué par la communauté médicale et scientifique qui le soupçonne de plier l'échine pour satisfaire le président américain, en raison de deux incidents. La FDA avait autorisé fin mars l'hydroxychloroquine en urgence pour traiter les malades du Covid-19, après que le président avait vanté le médicament.

DIABÈTE INSIPIDE EN QUOI CONSISTE CETTE MALADIE ?

Un médicament contre le diabète insipide a été rappelé pour surdosage et sera en indisponible jusqu'à 2021 au moins. Mais au fait, en quoi consiste cette maladie ?

Le diabète insipide est très différent des diabètes de type 1 et 2 dont la caractéristique est de surcharger le sang en glucose. Cette forme de diabète est liée à un problème au niveau de l'hormone anti-diurétique (ADH), explique le site du Centre de Référence des Maladies rares de l'hypophyse. Cette hormone permet à l'organisme de réabsorber de l'eau. C'est-à-dire qu'elle évite au corps de rejeter toute l'eau absorbée.

LE DIABÈTE INSIPIDE, C'EST QUOI ?

Normalement, l'eau absorbée est traitée par les reins, qui la nettoient et la trient : une partie est conservée pour hydrater le corps, et l'autre partie est rejetée sous forme d'urine. Mais chez les malades de diabète insipide, les reins ne parviennent pas à réabsorber l'eau traitée. Alors tout est rejeté via la miction. Ce trouble est divisé en deux symptômes : une soif extrême (appelée polydipsie) et une grande quantité d'urines rejetées, très claires (polyurie).

Souvent, les malades manifestent une soif insatiable et impérieuse. Avec un mauvais équilibre : ils sont soit trop hydratés et ont des maux de têtes, des nausées, ou déshydratés lorsqu'ils ne peuvent pas boire autant qu'ils en ont besoin.

Là aussi, il existe deux types de ce diabète : le diabète insipide né-



phrogénique, baptisé DIN qui fait que les reins résistent à l'hormone anti-diurétique (ADH),

même si celle-ci est sécrétée normalement. Et le diabète insipide centrale (DIC) qui fait que l'hypo-

thalamus ne sécrète pas assez de cette hormone ADH, empêchant l'organisme d'absorber l'eau.

Cette seconde forme est la plus courante.

QUELLES SONT LES CAUSES DU DIABÈTE INSIPIDE ?

Dans 40% des cas, on ne sait pas d'où vient le diabète insipide. Mais certaines causes ont été identifiées pour le reste des cas de diabète insipide central : après une encéphalite, certaines interventions neurochirurgicales, certaines maladies (tuberculose, sarcoïdose, méningite), cela peut aussi être la conséquence d'un traumatisme crânien. Pour le type néphrogénique, des causes héréditaires sont possibles. Cela peut aussi être dû à une succession de problèmes rénaux ou encore faire suite à l'absorption de certains médicaments (anesthésiques au méthoxyflurane, aminosides, sels de lithium).

COMMENT TRAITER LE DIABÈTE INSIPIDE ?

Même si le diabète insipide est rare (une personne sur 25 000), il peut être traité. L'objectif est d'éviter au malade de se surhydrater, ou de se déshydrater. On traite alors avec la desmopressine, qui imite la fonction de l'hormone anti-diurétique. Il existe deux médicaments, Minirin et Minirinmelt, qui se prennent soit par voie orale, soit par voie nasale.

UN MÉDICAMENT CONTRE LE DIABÈTE RAPPELÉ EN URGENCE

Un médicament contre le diabète insipide, Minirin Spray 10 microgrammes, a été rappelé de la distribution pour cause de surdosage. Le Minirin Spray 10 microgrammes, utilisé pour lutter contre le diabète insipide, a dû être rappelé de la distribution. En cause ? Des flacons avec une concentration anormalement élevée de la substance active due à un défaut d'étanchéité du flacon, entraînant un risque de surdosage pour le patient en desmopressine", souligne l'ANSM.

La diabète insipide est une maladie qui se caractérise par une soif excessive, et le rejet de grandes quantités d'urine très diluée, qui ne sont pas réduites lorsque l'apport en liquide diminue.

A QUOI RESSEMBLE UN SURDOSAGE DE DESMOPRESSINE ?

Pour les patients qui auraient utilisé le lot défectueux de Minirin Spray 10 microgrammes, L'ANSM informe des effets secon-

daires à observer : "baisse de la diurèse (diminution de la quantité d'urine), des maux de tête et des nausées/vomissements. Le traitement doit alors être diminué, voire suspendu quelques heures, et vous devez réduire vos prises de liquides (eau, soupe, bouillon, yaourt liquide, lait, toutes boissons...). Mais le traitement ne doit pas être arrêté de manière prolongée sans l'avis d'un médecin.

UN TRAITEMENT ALTERNATIF DISPONIBLE

Suite à ce défaut de fabrication et à ce risque de surdosage, l'ANSM informe que le médicament sera indisponible au moins jusqu'à 2021. Afin que les patients n'interrompent pas leur traitement, l'ANSM informe qu'un autre médicament constitue une alternative : le Minirinmelt en lyophilisat oral avec la même substance active, la desmopressine.



Le HIIT pour préserver le cœur des diabétiques

Des médecins néo-zélandais affirment que l'entraînement fractionné à haute intensité est probablement le meilleur moyen de prévenir les maladies cardiaques chez les personnes atteintes de diabète de type 2. Des études ont déjà montré que le HIIT, un entraînement fractionné de haute intensité, était bénéfique pour la force et l'endurance, quel que soit l'âge. Une nouvelle étude des chercheurs de l'université de Dunedin, en Nouvelle-Zélande, indique que le HIIT permettrait également de préserver la fonction cardiaque des diabétiques de type 2.

LES DIABÉTIQUES ONT LE CŒUR PLUS FRAIGILE

Pour cette étude, au cours d'une période de 3 mois, 11 adultes atteints de diabète de type 2 ont participé à des séances d'exercices de 25 minutes comprenant 10 minutes d'activité de très haute intensité. Les résultats ont montré que ces participants avaient bénéficié d'une amélioration de la fonction cardiaque au bout de 3 mois sans aucune modification de traitement ou de régime alimentaire.

Principale auteure de l'étude, le Dr Genevieve Wilson conclut que le HIIT peut fournir "un moyen peu coûteux et pratique d'inverser ou de réduire la perte de la fonction cardiaque causée par le diabète de type 2" ajoutant que cela n'est pas de moindre importance car "la principale cause de décès chez les patients diabétiques de type 2 est la maladie cardiaque". Le risque d'accident cardiaque est en effet trois fois plus élevé chez les patients diabétiques et 70 % en décèdent.

en partenariat avec

DIABÈTE : QUELS SONT LES SIGNES QUI DOIVENT ALERTER ?

3,7 millions de Français souffrent de diabète. Quels sont les signaux d'alerte à ne pas ignorer ? On fait le point.

DIABÈTE : DE QUOI PARLE-T-ON EXACTEMENT ?

Le diabète est une maladie chronique et, plus précisément, "un trouble de l'assimilation, de l'utilisation et du stockage des sucres apportés par l'alimentation" selon la Fédération Française des Diabétiques.

Très concrètement, lorsqu'une personne non-diabétique consomme des glucides (c'est le sucre qu'on ajoute dans le café, mais aussi les pâtes, la sauce tomate industrielle, le croissant du matin...), ils sont transformés en glucose lors de la digestion. Le glucose est alors stocké dans les cellules grâce à une hormone : l'insuline, puis le glucose est libéré dans le sang (par exemple : en cas d'effort physique) par une autre hormone : le glucagon.

Problème : chez une personne diabétique, le système insuline/glucagon ne fonctionne pas, ce qui se traduit par un taux de glucose dans le sang trop élevé quasi en permanence : on parle d'hyperglycémie chronique.

Il existe deux types de diabète :

Le diabète de type 1 est le plus rare. Cette maladie auto-immune se caractérise par une impossibilité pour le glucose d'être stocké dans les cellules. Le diabète de type 2 représente 90 % des cas. Il s'agit d'un défaut de fonctionnement de l'insuline, qui est insuffisamment efficace par rapport à la quantité de glucose qui circule dans le sang. À savoir, d'après l'OMS, le nombre de diabétiques de type 2 dans le monde est passé de 108 millions à 422 millions entre 1980 et 2014. En France, 3,7 millions de personnes souffrent de diabète, type 1 et type 2 confondus.

DIABÈTE : QUELS SONT LES SYMPTÔMES QUI DOIVENT ALERTER ?

Le diabète de type 1

Le diabète de type 1 apparaît généralement durant l'enfance. Les symptômes de cette hyperglycémie chronique auto-immune sont



facilement reconnaissables :

Une augmentation du besoin d'uriner. L'enfant a besoin de "faire pipi" fréquemment, de jour comme de nuit, et présente des urines abondantes (on parle de polyurie).

Une augmentation de la soif. L'enfant a constamment soif et la bouche sèche (polydipsie).

Une perte de poids. L'enfant maigrit sans raison, malgré un appétit normal voire important.

Une fatigue importante. L'enfant dort beaucoup, se plaint d'être fatigué. Une vision trouble. L'enfant se plaint de "voir flou", surtout en fin de journée.

Si le diabète n'est pas pris en charge, des symptômes plus prononcés apparaissent : des nausées et des vomissements (surtout après les repas), une perte d'appétit, une somnolence durant la journée, des troubles de la vue (l'enfant voit flou, voit des taches noires...) ou encore des urines avec une odeur "piquante".

Le diabète de type 2

Le diabète de type 2 apparaît généralement chez les personnes âgées de plus de 40 ans. Il est à noter qu'il existe un facteur familial : ainsi, si l'un de vos deux parents est diabétique de type 2, votre risque d'être malade est de 40 %. Si vos deux parents sont atteints, ce risque grimpe à 70 %. Les symptômes du diabète de type 2 sont les suivants :

Une augmentation du besoin d'uriner (polyurie),

Une augmentation de la soif (polydipsie),

Une perte de poids sans raison (malgré un fort appétit),

Une fatigue anormale,

Des démangeaisons au niveau des organes génitaux,

Une cicatrisation anormalement lente en cas de plaie, de brûlure...

Des problèmes de vue (vision trouble),

Des infections plus fréquentes (grippe, cystite...).

JE SUIS (PEUT-ÊTRE) DIABÉTIQUE : QUE FAIRE ?

À savoir. L'Assurance Maladie propose un test pour connaître vos risques d'être diabétique.

Première étape : prendre rendez-vous chez votre médecin traitant ou chez un médecin généraliste. Celui-ci prescrira un dosage de la glycémie : si le résultat de la prise de sang est supérieur à 1,26 g/L (ou 7 mmol/L) à jeun et à deux reprises, le diagnostic de diabète sera posé.

Le médecin généraliste (ou diabétologue) pourra alors prescrire des examens complémentaires afin de déterminer le type de diabète et le traitement nécessaire : un bilan sanguin, un bilan lipidique (cholestérolémie), un bilan de la fonction rénale, un bilan urinaire à la recherche d'une atteinte rénale, un électrocardiogramme ou encore une consultation ophtalmologique.

TROIS QUESTIONS SUR LE DIABÈTE DE TYPE 1

Le diabète de type 1 ou 2, quelle différence ? Et où en est la recherche ? Et oui en est la recherche ? Le professeur Jean-Jacques Altman, diabétologue à l'hôpital européen Georges-Pompidou (Paris), et coauteur du "Grand livre du diabète" (éd. Eyrolles) nous éclaire.

Le diabète de type 1, une production insuffisante d'insuline entraîne une élévation anormale du taux de sucre dans le sang (glycémie). 10% des diabétiques sont atteints de diabète de type 1 en France, selon l'Inserm.

QU'EST-CE QUI CARACTÉRISE LE DIABÈTE DE TYPE 1 ?

Il survient surtout dans l'enfance et, dans 95 % des cas, il n'est pas héréditaire. Il n'y a aucun antécédent familial. Sans que l'on sache encore vraiment expliquer pourquoi, l'organisme se met à produire des anticorps qui attaquent et détruisent les cellules du pancréas, qui sécrètent l'insuline. D'où le traitement à vie.

QUELLE DIFFÉRENCE Y A-T-IL AVEC CELUI DE TYPE 2 ?

Il touche les adultes et il y a souvent une composante génétique. Si,

malheureusement, l'environnement est défavorable - surpoids, sédentarité, alimentation déséquilibrée -, le risque augmente. Le pancréas fabrique alors moins d'insuline ou une insuline moins efficace pour réguler la glycémie. Mais on peut éviter dans 80 % des cas, même si toute la famille a du diabète, en adoptant des mesures préventives : pratiquer une activité physique 30 à 45 minutes par jour, éviter le surpoids, manger de façon équilibrée, ni trop gras, ni trop sucré, ni trop salé, et toujours avec modération.

OÙ EN EST LA RECHERCHE ?

Le pancréas artificiel est en cours d'évaluation.

Il s'agit d'un dispositif équipé de capteurs capables de "lire" le taux de glycémie, de calculer la dose d'insuline nécessaire puis de l'injecter, sans l'intervention du patient. Par ailleurs, les recherches se poursuivent concernant les greffes de cellules-souches, susceptibles de remplacer les cellules pancréatiques défectives, et celles des cellules de Langerhans, qui permettraient de rétablir la sécrétion normale d'insuline.

CONGO

L'opposant et prisonnier Mokoko de retour à Brazzaville

L'opposant congolais Jean-Marie Michel Mokoko, âgé de 73 ans, qui purge une peine de 20 ans de prison, est rentré dimanche à Brazzaville après un mois de soins en Turquie, ont rapporté des médias citant son avocat.

"Le général Mokoko est rentré de la Turquie et a été conduit à l'hôpital militaire de Brazzaville où j'ai pu le voir", a déclaré Me Yvon Eric Ibouanga cité par l'AFP.

"Il est en forme même s'il doit subir de façon régulière des exercices à cause des douleurs musculaires", a-t-il ajouté.

"Nous allons formuler une demande de libération pour lui dans quelques jours", a annoncé l'avocat. Au terme de son contrôle à l'hôpital militaire, M. Mokoko doit regagner sa cellule à la maison d'arrêt, a indiqué une source pénitentiaire.

Les autorités de Brazzaville avaient autorisé le 30 juillet l'évacuation par avion médicalisé du général Mokoko à Ankara, au terme de longues semaines de tractations.

Candidat malheureux au scrutin présidentiel en mars 2016, le général Mokoko, qui avait contesté la réélection de Denis Sassou Nguesso, a été condamné pour "atteinte à la sûreté de l'Etat" et "détention illégale d'armes et munitions de guerre", au terme d'un procès controversé en 2018.

Il avait été admis à l'hôpital militaire de Brazzaville le 2 juillet pour "fatigue générale et manque d'appétit", selon son avocat.

Le président Sassou Nguesso, 77 ans, qui cumule 35 ans au pouvoir, avait estimé début mai qu'il n'y avait "pas de raison" de libérer deux opposants politiques, dont M. Mokoko, pour désengorger les prisons face au coronavirus.

GHANA

Reprise des vols internationaux

Les vols internationaux reprendront mardi au Ghana, a annoncé le président du pays, qui a détaillé les nouvelles mesures pour lutter contre la propagation du coronavirus dans le pays.

"Je suis heureux d'annoncer que l'aéroport international Kokota va rouvrir ses portes et reprendre ses activités à partir de mardi 1^{er} septembre 2020", a annoncé Nana Akufo-Addo dans une allocution diffusée dimanche soir.

L'aéroport de Kokota, situé à l'extérieur de la capitale ghanéenne Accra, est fermé depuis le mois de mars au même titre que les postes frontières, afin de freiner la pandémie de coronavirus dans la région.

Les compagnies aériennes ont été informées de cette décision et des nouvelles mesures sanitaires en place, a fait savoir le chef de l'Etat.

"Tout passager arrivant au Ghana devra être muni d'un test Covid-19 négatif, réalisé dans son pays d'origine" moins de 72h avant son départ.

"Une fois hors de l'avion, chaque passager devra passer un autre test obligatoire. Celui-ci sera réalisé dans le terminal de l'aéroport, aux frais des passagers. Le résultat sera disponible en 30 minutes", a expliqué Nana Akufo-Addo.

Si le test est positif, les passagers seront pris en charge par les autorités sanitaires ghanéennes.

En revanche, le président a indiqué que les frontières terrestres du Ghana resteront fermées jusqu'à nouvel ordre.

Jusqu'à présent, plus de 44.200 personnes ont été infectées au Ghana par le Covid-19, qui a fait 276 victimes dans ce pays de 30 millions d'habitants.

APS

LIBYE

Aboul Gheit et Stephanie Williams insistent sur l'appui du cessez-le-feu

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul-Gheit, et la représentante spéciale par intérim du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams, ont insisté dimanche sur l'importance de s'appuyer sur l'appel conjoint à un cessez-le-feu en Libye.

M. Aboul-Gheit et la diplomate onusienne ont tous deux souligné "l'importance de s'appuyer sur l'appel conjoint à un cessez-le-feu", déclaré plus tôt ce mois-ci par les parties libyennes, a indiqué la Ligue arabe dans un communiqué.

Le chef de la Ligue arabe a réitéré la position de son organisation en faveur "d'une résolution globale à la crise libyenne par la reprise des négociations, en vue d'obtenir un cessez-le-feu permanent en Libye sous le parrainage et la supervision de l'ONU", selon le communiqué.

Plus tôt dans la journée, le ministère égyptien des Affaires étrangères a déclaré que le ministre Sameh Choukri avait tenu une discussion similaire avec Mme Williams à propos des derniers développements en Libye.

Il convient de rappeler que le Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) et la Chambre libyenne



des représentants avaient annoncé récemment un cessez-le-feu immédiat à travers l'ensemble du territoire libyen.

Le président du Conseil présidentiel du GNA, Fayeze el Sarraj a indiqué avoir donné ces instructions partant de sa "responsabilité po-

litique et nationale" ainsi que "des exigences de la conjoncture actuelle que traverse le pays et la région, et de la crise sanitaire induite par la Covid-19".

Pour sa part, le Parlement de l'Est, sous la présidence de Aguila Saleh a appelé toutes les parties à "un ces-

sez-le-feu immédiat au vu des conditions économiques du pays et de la propagation de la Covid-19".

"Le cessez-le-feu permettra la sortie des mercenaires et le démantèlement des milices", a-t-il ajouté.

NIGER

Création d'une coalition de partis politiques et de la société civile en préludes aux élections

Des partis politiques, syndicats et associations de la société civile nigériens ont annoncé la création d'un mouvement appelé "Coalition citoyenne pour la République (CCR)", en prélude aux prochaines élections, ont rapporté lundi des médias.

La nouvelle coalition a annoncé qu'elle mènera des actions pour exiger, entre autres, "l'adoption d'une loi électorale juste et équitable", "la tenue

d'élections démocratiques, transparentes et inclusives". Le Niger s'apprête à organiser de nouvelles élections.

Selon un calendrier publié par la commission électorale, les municipales auront lieu le 13 décembre 2020, suivies des législatives et du premier tour de la présidentielle le 27 du même mois.

Le second tour de la présidentielle est prévu pour le 20 février 2021.

Arrivé au terme de son second et

dernier mandat constitutionnel, l'actuel président Mahamadou Issoufou a annoncé qu'il ne se représentera pas pour un troisième mandat. Sa formation politique, le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDSTARAYYA) a désigné l'ancien ministre de l'intérieur Bazoum Moïse comme candidat. Une quinzaine d'autres partis politiques ont investi leurs candidats à la prochaine présidentielle.

EGYPTE

L'armée annonce avoir tué 77 terroristes dans le Nord-Sinaï

L'armée égyptienne a annoncé dimanche que ses forces avaient récemment abattu 77 terroristes dans le gouvernorat troublé du Nord-Sinaï.

Dans un communiqué, l'armée a déclaré que trois officiers et quatre soldats avaient également été tués ou blessés au cours des opérations qui ont eu lieu dans la région entre le 22 juillet et le 30 août.

Les forces armées ont réussi à capturer un terroriste blessé, qui est actuellement soigné et interrogé dans un hôpital, selon le communiqué.

Ces opérations ont également abouti à la destruction de 327 repaires terroristes utilisés comme caches ou comme entrepôts, ainsi que de nombreuses armes et munitions, indique le communiqué.

Dix véhicules à quatre roues motrices utilisés par les terroristes ont aussi été détruits dans le gouvernorat.

Le communiqué indique également que neuf camions terroristes chargés d'armes et de munitions avaient été détruits par les forces aériennes alors qu'ils tentaient de pénétrer en Egypte par la frontière entre l'Egypte et la Libye, dans l'ouest du pays.

L'Egypte est aux prises

avec une vague de terrorisme qui a tué des centaines de policiers, de soldats et de civils depuis juillet 2013.

La plupart des attaques terroristes perpétrées en Egypte au cours des dernières années ont été revendiquées par un groupe terroriste basé dans le Sinaï, qui a prêté allégeance au groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech).

GABON

Le Gabon œuvre à booster davantage son économie forestière

Le Gabon œuvre à booster son économie forestière et créer 200.000 emplois sur dix ans, dans le cadre de sa politique de diversification économique.

Le ministre des Forêts, de la mer et de l'environnement, Lee White, a estimé dimanche qu'en développant une

exploitation durable de son domaine forestier qui couvre 80% du territoire, le pays peut multiplier par 10 l'économie de ce secteur.

"Nous avons la vision de jumeler les espèces précieuses de bois naturel et planté. Notre objectif dans 10 ans est de créer 200 000 emplois et multi-

plier l'économie forestière par dix sur dix ans", a-t-il souligné. Au Gabon, le secteur forestier représente 60% du PIB hors hydrocarbures. Le pays est recouvert à près de 80% par la forêt sur laquelle les autorités fondent beaucoup d'espoir pour un développement durable de l'économie nationale.

LIBAN

Moustapha Adib désigné Premier ministre

L'ambassadeur du Liban en Allemagne, Moustapha Adib, a été désigné lundi Premier ministre après avoir obtenu le plus grand nombre de voix lors de consultations parlementaires menées par le président Michel Aoun, a annoncé lundi la présidence libanaise.

Le nouveau Premier ministre Moustapha Adib, un professeur d'université de 48 ans, a été proposé par les anciens Premiers ministres libanais.

Les consultations parlementaires contraignantes ont commencé à 09H00 locales (06H00 GMT) et ont vu défiler les blocs parlementaires et députés indépendants.

Le chef du gouvernement, Hassan Diab, avait démissionné le 10 août, après l'explosion au port de Beyrouth qui avait fait au moins 188 morts et dévasté des quartiers entiers de la ville.

Le drame est dû, selon les autorités libanaises, à la présence d'une énorme quantité de nitrate d'ammonium au port de Beyrouth.

Les responsables occidentaux qui se succèdent depuis à Beyrouth se sont joints aux appels des Libanais pour un



"changement politique profond" après cette catastrophe dont la classe politique, accusée de négligence et corrup-

tion, est rendue responsable. Dimanche soir, le président Aoun a reconnu, dans un discours à l'occasion du cente-

naire du Liban, célébré mardi, la nécessité "de changer le système politique".

Le président libanais admet la nécessité de changer le système politique

Le président Michel Aoun a reconnu dimanche la nécessité de changer le système politique au Liban. Quelques heures plus tôt, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah avait annoncé être prêt à discuter d'un nouveau "pacte politique" dans le pays, où les communautés religieuses se répartissent le pouvoir.

Dimanche soir, il s'est engagé à "appeler au dialogue les autorités religieuses et les dirigeants politiques afin d'arriver à une formule acceptable par tous" qui nécessiterait des amendements constitutionnels.

Visant à répartir le pouvoir entre les différentes communautés du pays qui en compte 18, ce système est accusé d'être la source de blocages politiques.

Dans le même temps, des consultations parlementaires sont prévues lundi matin pour désigner un nouveau Premier mi-

nistre, le chef du gouvernement Hassan Diab ayant démissionné le 10 août, sous le coup de l'explosion meurtrière qui avait dévasté des quartiers entiers de Beyrouth.

Dimanche soir, les ténors de la communauté sunnite ont annoncé s'être entendus sur le nom de l'ambassadeur du Liban en Allemagne, Moustapha Adib, qui devrait être entériné lors de ces consultations. Le mouvement de contestation populaire a averti qu'il rejetterait tout nom issu des consultations d'une classe politique dont il demande le départ.

Le drame du port, dû à la présence d'une énorme quantité de nitrate d'ammonium au port de Beyrouth au vu et au su des responsables, a alimenté la colère de la population. La catastrophe a fait plus de 6.500 blessés et détruit ou endommagé les domiciles de quelque 300.000 personnes, qui n'ont reçu aucune

aide du gouvernement. L'explosion a également mis à genoux le pays qui ployait déjà sous le poids d'une grave crise économique aggravée par la pandémie de coronavirus.

Dimanche, l'ONU a averti que plus de la moitié de la population risque de manquer d'alimentation de base d'ici la fin de l'année en raison de l'aggravation de la crise économique et de la destruction des silos de blé au port de Beyrouth.

Le Liban a initié des négociations à la mi-mai avec le Fonds monétaire international pour obtenir une aide financière, mais le processus est actuellement au point mort. Dimanche, Talal Salman, un conseiller du ministère des Finances impliqué dans les négociations avec le FMI a indiqué avoir présenté sa démission, emboitant le pas à deux autres membres de l'équipe de négociateurs.

COLOMBIE

Un dirigeant des Farc tué par l'ELN, selon l'ex-guérilla

Un dirigeant de la Farc, parti fondé par l'ex-guérilla marxiste, a été abattu vendredi par des rebelles de l'Armée nationale de libération (ELN) à Montecristo, dans le nord de la Colombie, a dénoncé dimanche l'ex-guérilla.

Ivan Ramos, 52 ans, un ancien combattant des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), "est tombé dans une embuscade tendue par quatre hommes de l'ELN qui l'ont ligoté, l'ont fait marcher pendant une heure puis l'ont assassiné", a déclaré Edgar Viejo, un autre ancien des Farc.

Le commando de l'ELN, qui a intercepté le véhicule dans lequel voyageait Jorge Ivan Ramos avec son responsable de la sécurité, l'a accusé de collaborer avec l'armée, toujours selon M. Viejo. M. Ramos, devenu un dirigeant de la Force alternative révolutionnaire commune (Farc), le parti politique colombien fondé en 2017 par l'ex-guérilla, venait

d'inspecter l'une des propriétés que l'ancienne guérilla s'est engagée à remettre au titre de l'indemnisation des victimes.

Il était également responsable de la coordination d'un programme national de substitution volontaire de narcocultures. Les auto rités n'ont pas fait de commentaire sur ce meurtre qui a eu lieu dans une zone sous contrôle de l'ELN. "Nous exigeons que cet assassinat ne reste pas impuni", a déclaré le parti Farc dans un communiqué.

"Que les anciens combattants des Farc, ainsi que les militants de notre parti soient protégés. Que la communauté internationale puisse vérifier ces faits et prendre position". Le meurtre de Jorge Ivan Ramos porte à 225 le nombre d'anciens combattants des Farc assassinés depuis l'accord de paix de 2016. Quelque 12.800 rebelles des Farc, dont environ 7.000 combattants, ont renoncé à la lutte armée dans le cadre



de l'accord. Leurs principaux chefs se sont engagés à avouer leurs crimes devant la Justice spéciale pour la paix (JEP) et à dédommager les victimes ou leurs familles, en échange de peines alternatives à la prison.

La JEP avait ordonné fin

juillet au gouvernement de garantir "sécurité et vie" aux ex-guérilleros des Farc. La guerre interne qui mine la Colombie depuis près de six décennies a fait plus de neuf millions de victimes (déplacés, morts et disparus).

ETATS UNIS

L'administration Trump défend sa décision de moins informer le Congrès

Le directeur américain du Renseignement a défendu dimanche la décision du gouvernement de Donald Trump, décriée par les démocrates, de ne plus envoyer que des notes écrites au Congrès sur l'état des campagnes d'ingérence étrangères sur les prochaines élections.

Alors que "la Russie, la Chine et l'Iran sont accusés par les Etats-Unis de tenter d'influencer les élections présidentielle et législatives du 3 novembre", le bureau du Renseignement national a annoncé ces derniers jours aux parlementaires du Congrès qu'il n'y aurait plus de séances d'informations en personne sur l'état de ces menaces.

Ce format était apprécié des élus puisqu'il leur permettait d'interroger directement, à huis clos, les plus hauts responsables américains du renseignement, dans un pays où le Parlement exerce traditionnellement un contrôle vigoureux sur l'exécutif.

La crainte de l'opposition démocrate est que des rapports écrits peuvent être plus facilement édulcorés ou soumis à des influences politiques, Donald Trump contestant que la Russie souhaite l'aider à être réélu.

"Nous avons eu une pandémie de fuites d'informations en provenance de la communauté du renseignement, je vais prendre des mesures pour que cela s'arrête", a justifié dimanche sur la chaîne Fox News John Ratcliffe, directeur du renseignement national, un poste qui chapeaute les 17 agences de renseignement, civiles et militaires, des Etats-Unis.

"Nous ferons ce qui est prévu par la loi", a-t-il dit. "Les élus qui ont droit à des briefings et à des informations classifiées recevront toujours ces informations."

Ce que nous ne ferons plus, ce sont les briefings à l'ensemble des parlementaires de la Chambre et du Sénat".

"Trump ne veut pas que les Américains connaissent les efforts de la Russie pour aider à sa réélection", a dénoncé samedi Adam Schiff, le président de la commission du Renseignement de la Chambre des représentants.

La chambre basse du Congrès est dominée par les démocrates (le Sénat est à majorité républicaine).

Lors de son interview dimanche, John Ratcliffe a insisté que "la Chine, et non la Russie, était la plus grande menace contre la supériorité américaine, économiquement, militairement, technologiquement", mais sans décrire précisément les interventions chinoises au plan politique ou électoral, si ce n'est pour dire que Pékin avait une "préférence" pour Joe Biden, le candidat démocrate, et exerçait une sorte de chantage économique sur les élus de circonscriptions soigneusement ciblées.

"Je veux rassurer les Américains et leur dire qu'il serait difficile pour quiconque, que ce soit la Chine, la Russie ou l'Iran, de changer des résultats de votes."

Nous avons un système décentralisé pour compter les voix dans ce pays", a-t-il dit.

PRESSE ÉLECTRONIQUE Belhimer: "un décret exécutif en enrichissement avant sa présentation en Conseil du Gouvernement"

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a fait état d'un décret exécutif régissant la presse électronique, actuellement en enrichissement par les secteurs concernés pour avis sur le fond et la forme avant sa présentation en Conseil du Gouvernement pour approbation.

Dans une entrevue accordée au journal électronique El Khabar Presse, M. Belhimer a expliqué qu'il s'agit d'un décret exécutif portant modalités d'exercice de l'activité de l'information sur internet et la diffusion des réponses et correctifs sur le site électronique.

L'enrichissement de ce texte de loi a déjà commencé à travers sa communication aux secteurs concernés pour avis et observations sur la forme et le fond, a-t-il indiqué, précisant qu'une fois finalisé, il sera présenté en Conseil du Gouvernement pour approbation.

A une question sur "la domiciliation" des sites électroniques, le ministre a expliqué que le terme utilisé est "l'algérianisation" des sites de diffusion et de publication, à l'instar des chaînes de télévision, ajoutant que ces sites ne sont pas destinés à exercer à partir de l'Algérie selon la législation régissant l'activité des médias activant sur le internet.

Il a relevé, en outre, que la domiciliation vise à réglementer l'activité de ces sites conformément



à la loi algérienne, ce qui permettra, a-t-il dit, d'arrêter la course effrénée derrière l'argent ou le transfert des capitaux par des voies et moyens illégaux. S'agissant des mécanismes devant permettre à la presse électronique de bénéficier de la publicité publique, M. Belhimer a indiqué qu'après la publication du texte de loi relatif à la presse électronique, ça sera aux critères

relatifs à la publicité électronique d'être définis. Précisant que ces critères ne seront pas différents, du point de vue de la référence et des principes généraux, de ceux applicables à la presse "papier", le ministre de la Communication a indiqué que ce volet sera clairement défini par la loi sur la publicité, "l'un des plus importants chantiers du secteur", a-t-il conclu.

ORAN - CORONAVIRUS L'expression littéraire et artistique mise en exergue lors du 1^{er} webinaire international

La promotion des différentes formes d'expression littéraire et artistique a été vivement recommandée dimanche à Oran par les participants au premier Webinaire international (colloque à distance) sur "Les répercussions linguistiques de la crise du Coronavirus." Cette rencontre, organisée deux jours durant à l'Université d'Oran-1 "Ahmed Benbella", a mis en évidence la place prépondérante de l'expression littéraire et artistique durant la pandémie, notamment à travers les réseaux sociaux, a expliqué à l'APS la doyenne de la Faculté des lettres et des arts, Souad Besnaci.

Partant de cette observation, les chercheurs algériens et étrangers ayant pris part au colloque insistent sur la nécessité d'encourager les jeunes talents à se produire davantage avec des créations mettant en avant la sensibilisation aux mesures de prévention sanitaire.

L'animation d'ateliers d'expression orale au profit des élèves des différents paliers scolaires figure également parmi les recommandations ayant sanctionné cette manifestation scientifique, les participants soutenant, à ce titre, que "c'est un excellent moyen pour les enfants de surpasser les répercussions induites par la période de confinement sanitaire." Les communicants ont, dans ce contexte, fait valoir l'ancrage d'une culture lexicale médicale adaptée aux différents cycles du système éducatif afin de faciliter aux élèves la compréhension d'un processus de prévention sanitaire et de lutte contre la propagation d'une pandémie.

Le premier webinaire international de l'Université d'Oran-1 a été marqué par la participation de 35 chercheurs issus de 22 universités du pays, au côté de 15 communicants étrangers de Palestine, de Syrie, d'Irak, de la Tunisie, du Maroc, d'Égypte, du Sultanat d'Oman, du Qatar, d'Indonésie, de Turquie, de France, du Brésil et du Nigeria.

Les travaux ont été axés sur les interactions communicatives liées au coronavirus à travers les réseaux sociaux, la presse écrite et audio-visuelle, l'expression artistique (littérature, théâtre, arts plastiques), la dimension sociolinguistique (expression dialectique), et l'analyse du champ lexical (médical, social, culturel, économique et religieux).

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger

Circonscription Administrative de Baraki

Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales

N° : 12... /WA/ CAB / 2020

NIF : 410002000016085

En vertu des dispositions des articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et de délégations de service public, le Wali délégué de la circonscription administrative de Baraki lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des travaux d'AEP et assainissement des zones d'ombre existants dans la commune de Baraki répartis en 02 lots différents :

- Lot n°01** : Travaux de l'alimentation en eau potable à Haouch CHERCHERA commune de BARAKI
Lot n°02 : Travaux d'assainissement à Haouch LEKBAYEL commune de BARAKI

Les entreprises admises à participer sont celles dont les capacités répondent aux critères suivants :

Capacités professionnelles :

- ✓ un certificat de qualification et de classification professionnelle activité principale Hydraulique, code 34.703 pour le lot N° 01 et 34.705 pour le lot N° 2 en cours de validité :
Catégorie III ou plus pour le Lot N°1.
Catégorie IV ou plus pour le Lot N° 2.

- ✓ Avoir réalisé au moins 01 projet similaire en AEP pour les lots 1 et 2 et assainissement pour le lot 2

Capacités financières :

- ✓ Ayant une moyenne de chiffre d'affaire des bilans des trois dernières années pour :
Lot 01 ≥ 3 000 000,00 DA,
Lot 02 ≥ 10 000 000,00 DA,

Capacités techniques :

- ✓ Moyen humain : avoir un ingénieur en hydraulique, justifié par un diplôme et l'affiliation CNAS.
- ✓ Moyen matériel : Avoir un camion de 2,5 T ou plus justifié par les copies de la carte grise et de l'assurance

Les entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges au près du siège de la circonscription administrative de Baraki – Bureau Equipement et Programmes avec présentation du certificat de qualification en cours de validité.

Les offres doivent être en deux exemplaires comporté de : dossier de candidature, offre technique et offre financier séparés et fermés qui doivent porter la mention « originale » et « copie » qui seront insérés à l'intérieur d'une enveloppe qui doivent porter la référence de l'entreprise , le tous seront insérés dans une autre enveloppe extérieure qui doit être fermée et anonyme portant la mention suivant :

«A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres»

A monsieur le wali délégué de Baraki

Appel d'Offres N° : 12... /WA/ CAB / 2020

Lot n°01 : Travaux de l'alimentation en eau potable à Haouch CHERCHERA commune de BARAKI

Lot n°02 : Travaux d'assainissement à Haouch LEKBAYEL commune de BARAKI

et déposé au près de : La circonscription administrative de Baraki Boulevard Med BELARBI Baraki-B.E.P

Le dossier de candidature doit comporter les documents indiqués à la page 6 du cahier des charges

L'offre technique doit comporter les documents indiqués à la page 7 du cahier des charges

L'offre financière doit comporter les documents indiqués à la page 7 du cahier des charges

La durée de préparation des offres est de 10 jours à compter de la date de la première publication dans le BOMOP ou la presse.

Le jour limite et l'heure de dépôt des offres est le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard à 12 heures.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois

Les entreprises sont invitées à assister à la réunion d'ouverture des plis qui se tiendra le dernier jour de la préparation des offres à 13 H : 00mn.

DK NEWS

Anep : 2016014003 du 01/09/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

DIRECTION DE L'EDUCATION ALGER- EST

NIF : 411013000016132

Avis d'attribution provisoire

Conformément aux articles 40 et 71 du décret présidentiel n° 15-247 DU 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et de délégations de service public, la direction de l'éducation Alger - est informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à la 2^{ème} avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale : N°137/2019

Opération : AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES TABLESSEMENTS SCOLAIRES DU CYCLE MOYEN ET DU SECONDAIRE :

Lot N° 05: LYCEE TAREK BEN ZIAD -BARAKI

- A été élu dans le journal: الأهرام الجزائرية (en langue nationale) le:12/07/2020 et le journal (en langue française) DK NEWS le 12/07/2020.

Et qu'à l'issue de l'opération d'évaluation des offres reçues, le marché a été attribué provisoirement au soumissionnaire ci- dessous désigné:

Lot N°	Attributaire	N°c technique	Montant en TTC (DA)		Délai d'exécution	Observation
			Montant avant vérification	Montant après vérification		
05	ETB TCE BOUMZEBER MOHAMED AMINE WALID Lot N° 05: LYCEE TAREK BEN ZIAD -BARAKI.	32	8.635.342.10 DA	9.063.742.10 DA	75 JOURS	Offre moins disant

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contactant, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya d'Alger dans un délai de 10 jours, à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Les autres soumissionnaires intéressés par les résultats de l'évaluation, sont invités à se rapprocher au niveau de la direction de l'éducation Alger- est au plus tard dans un délai de trois jours à partir de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

DK NEWS

Anep : 2016014052 du 01/09/2020

INTERNET

Une panne mondiale causée par une entreprise américaine

L'entreprise américaine de télécommunications CenturyLink a connu dimanche une panne de réseau de plusieurs heures affectant des sites web, des plateformes de streaming et de jeux vidéos aux Etats-Unis et en Europe, et notamment des retransmissions en ligne des matchs de Ligue 1 en France.

"Le 30 août, des clients dans différents marchés internationaux ont été touchés par une panne à travers notre réseau", a affirmé la société. "Nous pouvons désormais confirmer que tous les services ont été restaurés à 11h12 (15h12 GMT)", a dit CenturyLink. Selon le site Downdetector, la panne a duré plus de cinq heures. Au moins 10.000 clients de l'entreprise basée à Monroe en Louisiane ont souffert de problèmes de connexion pendant plusieurs heures, selon Downdetector. Parmi eux se trouvent des sites majeurs comme Amazon, eBay, Starbucks ou encore les plateformes de streaming Hulu et celles de jeux vidéos PlayStation network et Xbox Live. En France,



les abonnés de Téléfoot se sont retrouvés avec un écran noir sur les applications de la chaîne, ce qui a affecté la diffusion de matchs de Ligue 1. Si

CenturyLink n'a pas précisé la raison de cette panne, celle-ci pourrait être liée à des problèmes dans le réseau de l'un de ses centres de données, selon le site de la

société. En 2018, CenturyLink avait aussi été victime d'un bug massif affectant les distributeurs de billets et les appels d'urgence (911) aux Etats-Unis.

ETATS-UNIS - CHINE

Pékin pourrait avoir son mot à dire dans la vente de TikTok

Les nouvelles règles décidées par la Chine sur les exportations dans le domaine de la technologie ont pour conséquence que la vente par Bytedance des activités de TikTok aux Etats-Unis pourrait nécessiter l'aval de Pékin, a déclaré un expert chinois en relations commerciales sur un média d'Etat.

Le président américain Donald Trump a imposé à Bytedance de céder sa populaire application de vidéos TikTok aux Etats-Unis face aux inquiétudes sur la gestion des données privées de ses utilisateurs.

Microsoft et Oracle Corp font partie des candidats au rachat de ces actifs qui incluent également les activités de TikTok au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie.

Mais la Chine a modifié tard vendredi la liste des technologies faisant l'objet d'interdictions ou de restrictions en matière d'exportations pour la première fois depuis douze ans.

De l'avis de Cui Fan, professeur en commerce international à l'Université de Commerce international et d'économie de Pékin, ces changements vont concerner TikTok.

"Si ByteDance prévoit d'exporter des technologies associées, il va devoir passer par les procédés d'agrément", a déclaré le professeur dans un entretien avec l'agence Chine nouvelle diffusé samedi.

Le ministère chinois du Commerce a ajouté 23 éléments à la liste des technologies concernées.

Il peut falloir jusqu'à 30 jours pour obtenir un accord préliminaire en vue d'exporter une technologie.

"Nous étudions les nouvelles règles qui ont été publiées vendredi.

Comme pour toute transaction transfrontalière, nous appliquerons les lois en vigueur, qui en l'espèce incluent celles des Etats-Unis et de la Chine", a déclaré le secrétaire général de Bytedance Erich Andersen.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a dit s'opposer à la décision de Donald Trump concernant TikTok et a prévenu que Pékin défendrait les droits et intérêts légitimes des entreprises chinoises.

APS

TURQUIE - ESPACE

La Turquie va commencer à tester de nouveaux moteurs de fusée dans l'espace, selon le président

La Turquie va commencer à tester dans l'espace de nouveaux moteurs-fusées à ergol liquide de fabrication domestique, a annoncé dimanche le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Je souhaite annoncer le début des premiers essais spatiaux de la technologie de moteurs-fusées à ergol liquide

développée par notre pays", a-t-il déclaré durant la cérémonie d'ouverture du Centre de recherche sur le lancement de satellites, les systèmes spatiaux et les technologies avancées et de l'Usine de production de matières premières explosives de l'entreprise de défense nationale Roketsan.

La Turquie a déjà testé sa

première fusée à carburant solide, et les efforts se poursuivent pour développer des fusées à carburant hybride, a-t-il indiqué. La Turquie a pour objectif de finaliser son projet de lancement de microsatellites d'ici à 2025, a-t-il déclaré. "Nous sommes maintenant dans la 'ligue aérospatiale' grâce à nos technologies natio-

nales et à nos équipements locaux", a souligné le président. Roketsan développe en ce moment sa propre technologie de pile à hydrogène de grande capacité, qui constituera une source d'énergie propre pour le secteur spatial, l'aviation et le transport, a ajouté M. Erdogan.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الشؤون الدينية والأوقاف
الهيئة الوطنية للزكاة
الحملة الوطنية التاسعة عشرة
لصندوق الزكاة
1442 هـ / 2020 م
تُدفع الزكاة:
بالمساجد عبر الوطن
بالحسابات البريدية الولائية
<https://www.marw.dz/zakate/>

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ANNABA
DAÏRA DE BERRAHAL
COMMUNE DE BERRAHAL

Avis d'appel d'attribution provisoire

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2016, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de la Commune de Berrahal informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales annoncée dans les journaux : en EL RAID le 04/08/2020, et en français : DK NEWS le 04/08/2020; que L'ouverture des plis du 13/08/2020 et l'analyse et l'évaluation technique et financière des offres du 17/08/2020

Opération	Le co-contractant	NIF	Montant en TTC DA	Durée	Note
انجاز شبكة الإنارة العمومية بحي عين شوقة على مسافة 2750 م	MOHAMED LAADJAL entreprise travaux bâtiment TCE Entreprise travaux publics de Grand et hydrauliques	1980230200017152	13.405.371.54	03 mois	73.11 point

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2016, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public; Tout soumissionnaire peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la Commune de Berrahal dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures. Offres technique et financière, à se rapprocher au plus tard trois jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

DK NEWS Anep gratuite : du 01/09/2020

Anep : 2023002947 du 01/09/2020

PLAY-OFFS NBA Les Clippers qualifiés

Les Los Angeles Clippers ont validé leur ticket pour les demi-finales de conférence en battant dimanche les Dallas Mavericks 111-97, dans la "bulle" d'Orlando où se déroulent les play-offs de NBA.

Déjà en demi-finale, les Toronto Raptors, tenants du titre, ont perdu le premier match contre les Boston Celtics 112 à 94.

Comme pendant toute la série, Luka Dončić (38 points, 9 rebonds, 9 passes décisives) a porté les Mavericks, mais cela n'a pas suffi face aux Clippers, emmenés par Kawhi Leonard, auteur d'un double-double (33 points, 14 rebonds), et Paul George, qui a désormais retrouvé son niveau (15 points, 9 rebonds, 7 passes décisives).

Les Clippers affronteront en demi-finale le vainqueur de la série opposant Utah à Denver, où le Jazz mène 3-2 avant le match de dimanche soir.

Mieux organisés, les Celtics ont creusé l'écart dès le premier quart-temps (39-23) et n'ont jamais été rejoints.

Jayson Tatum et Marcus Smart ont marqué chacun 21 points.

Daniel Theis a signé un double-double (13 points, 15 rebonds) comme le meneur Kemba Walker (18 points, 10 passes décisives).

Du côté des Raptors, à la peine offensivement, Serge Ibaka a apporté un peu de tonus (15 points, 9 rebonds). La franchise canadienne a été trop maladroite, surtout en première mi-temps. Kyle Lowry a inscrit 17 points et Pascal Siakam 13.

PLAY-OFFS NBA, 1/2 FINALE DE CONFÉRENCE Toronto battu d'entrée par Boston

Les Toronto Raptors, tenants du titre, se sont inclinés lors du premier match de leur demi-finale de conférence contre les Boston Celtics 112 à 94, dimanche dans la "bulle" d'Orlando où se déroulent les play-offs de NBA.

Les Celtics, mieux organisés, ont creusé l'écart dès le premier quart-temps (39-23) et n'ont jamais été rejoints.

Jayson Tatum et Marcus Smart ont marqué chacun 21 points. Daniel Theis a signé un double-double (13 points, 15 rebonds) comme le meneur Kemba Walker (18 points, 10 passes décisives).

Du côté des Raptors, à la peine offensivement, Serge Ibaka a apporté un peu de tonus (15 points, 9 rebonds). La franchise canadienne a été trop maladroite, surtout en première mi-temps. Kyle Lowry a inscrit 17 points et Pascal Siakam 13.

APB

COA

Meridja : «Les meilleures conditions seront réunies pour une AG électorale sereine»

Les travaux de l'Assemblée générale (AG) électorale du Comité olympique et sportif algérien (COA), auront lieu au siège de l'instance à Ben Aknoun (Alger), le samedi 12 septembre 2020, dans "d'excellentes conditions", a indiqué le président par intérim, Mohamed Meridja.

"Le COA réunira les meilleures conditions pour la tenue, dans une totale sérénité, de l'AG électorale qui doit être tout d'abord, une rencontre conviviale entre les acteurs du mouvement sportif national, mais aussi une occasion pour les retrouvailles après plus de cinq mois de confinement en raison de coronavirus", a déclaré à l'APS, Mohamed Meridja.

La date de la tenue de l'AG a été retenue par l'instance olympique, juste après l'annonce, par les autorités gouvernementales, de la levée des mesures de suspension des activités statutaires des structures d'organisation des assemblées générales.

"On a effectué une simulation à la salle de conférence du COA pour arrêter le plan du déroulement de la réunion et voir si elle convient pour accueillir les quelques 70 participants aux

travaux de l'AGE. C'est fait, le dispositif est prêt, en prenant en considération toutes les mesures sanitaires d'accompagnement nécessaires et exigées pour la reprise des activités sportives", a assuré le président par intérim du COA. Entre autres dispositions prises par la COA, mettre à la disposition des participants des masques de protection, le nettoyage et la désinfection des lieux, les gels hydro alcoolique à l'entrée de la salle et du siège du comité...etc. "On fera en sorte que les travaux de l'AGE se déroulent dans une sérénité totale, qui permettra aux membres votants de choisir en toute quiétude, le futur président du Comité olympique et Sportif algérien", a conclu Mohamed Meridja. Conformément aux dispositions statutaires et réglementaires en vigueur du Comité olympique et sportif algérien, le président élu à la tête



du COA, le 12 septembre 2020, aura à gérer le reste du mandat olympique qui s'étalera jusqu'après les Jeux olympiques JO-2021 de Tokyo. Il est à rappeler qu'après la démission de Mustapha Berraf, entérinée le 12 mai dernier par le bureau

exécutif, la présidence par intérim du COA avait été confiée, en application des statuts de l'instance, à Mohamed Meridja, chargé de la gestion des affaires courantes du COA et de préparer les prochaines Assemblées générales ordinaires et électorales.

CYCLISME - ALGÉRIE

Stage de préparation du 12 au 22 septembre à Tikjda

Huit cyclistes de la sélection algérienne seniors (messieurs) effectueront du 12 au 22 septembre un stage de préparation au Centre national des sports et loisirs de Tikjda (Bouira), a annoncé la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

A cet effet, les athlètes concernés ont été convoqués pour effectuer le test de dé-

pistage (PCR), prévu le 9 septembre au niveau du Centre regroupement et de préparation des équipes nationales à Soudania (Alger), précise la même source. La Direction technique nationale (DTN) a fait appel à huit athlètes : Saïd Nassim, Mansouri Hamza, Abderrahmane Hamza, Youcef Rezigui, Aymen Merdj, Azzedine Lagab,

Hamza Yacine et Ayoub Sahiri. Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) avait autorisé le 9 juillet dernier, les athlètes algériens "qualifiés et qualifiables" pour les JO et Jeux Paralympiques, reportés à 2021 en raison de la pandémie de coronavirus, à reprendre les entraînements "avec le strict respect des mesures de protection".

PGA

Jon Rahm remporte aux play-offs le BMW Championship

Jon Rahm a remporté dimanche le BMW Championship, deuxième étape des play-offs de la FedEx Cup, organisé à Olympia Fields (Illinois) et comptant pour le circuit nord-américain de golf (PGA).

Parti 51e après le premier tour (avec +5 au compteur), l'Espagnol a réussi une belle "remontada", en améliorant à chaque fois ses cartes: 71, 66, et

enfin 64 au dernier tour, avec deux birdies en toute fin de parcours (15e et 16e trous).

Rahm, numéro 2 mondial, a ainsi mis la pression sur Dustin Johnson (n 1), parti en tête dimanche (ex-aequo avec Hideki Matsuyama), mais qui n'a pas pu faire mieux qu'une carte de 67.

Un birdie au dernier trou a permis à l'Américain d'arracher

les play-offs, où Jon Rahm, dont c'est la cinquième victoire sur le PGA Tour, a réussi un putt à quelque vingt mètres du trou, lui permettant ainsi de s'imposer.

Les 30 premiers au classement du BMW Championship sont qualifiés pour le tournoi final du PGA Tour, le Tour Championship, qui se jouera à Atlanta (Géorgie) du 4 au 7 sep-

tembre. Tiger Woods, arrivé 51e, n'en fait pas partie, après des résultats décevants au BMW Championship, où il n'a jamais réussi à jouer sous le par de 70, une première pour lui depuis 2010 au WGC-Bridgestone Invitational. Le golfeur aux 15 titres majeurs se concentre désormais sur l'US Open, qui se tiendra du 17 au 20 septembre à New York.

CYCLISME/TOUR DE FRANCE (3E ÉTAPE)

Direction la Haute-Provence lundi

Le Tour de France prend lundi la direction de la Haute-Provence lors de la 3e étape entre Nice et Sisteron, sur un parcours vallonné de nature à inspirer baroudeurs et sprinteurs.

Partis pour 198 kilomètres, les coureurs vont d'abord grimper sur les hauteurs de l'arrière-pays azuréen, en empruntant la Route Napoléon et en passant par trois petits cols de troisième catégorie (Pilon,

Faye, les Lèques) avant le final dans la vallée de la Durance. "C'est une étape a priori dédiée aux sprinteurs. Mais c'est en trompe-l'oeil !", estime le directeur de course Thierry Gouvenou qui chiffre à 3100 mètres le dénivelé positif de l'étape.

"Les baroudeurs y trouveront un terrain de jeu à leur convenance, ça ne devient vraiment plat que dans les cinquante derniers kilomètres, à partir de Digne-les-

Bains", précise le responsable du parcours. Sisteron (8.000 habitants), qui a souvent accueilli Paris-Nice ces dernières années, reçoit le Tour pour la deuxième fois de son histoire. En 2010, la petite cité des Alpes de Haute-Provence, nichée sous sa citadelle sur la rive droite de la Durance, n'était que ville-départ de l'étape gagnée à Bourg-lès-Valence (Drôme) par le Britannique Mark Cavendish.

NCAA

John Thompson, premier entraîneur afro-américain à remporter le titre universitaire, est mort

John Thompson, figure de la NBA des années 1960 et du basket universitaire pendant près de deux décennies, s'est éteint à l'âge de 78 ans a révélé lundi son entourage. Deux fois champion NBA avec les Boston Celtics de Bill Russell (1965 et 1966), Thompson a passé la suite de sa carrière à coacher en uni-

versité. Après avoir entraîné le lycée de St-Anthony (Washington), il a ensuite dirigé l'université de Georgetown (Washington, 1972-1999), qu'il a portée au titre national en 1984.

Thompson était ainsi devenu le premier entraîneur afro-américain à remporter le titre NCAA. John Thompson a également

été sélectionneur des Etats-Unis, notamment pour les Jeux Olympiques de Séoul (1988), derniers Jeux disputés par des basketteurs amateurs et universitaires avant l'ouverture de la sélection aux joueurs NBA (avec notamment la Dream Team de 1992). L'ancien pivot avait été introduit au Hall of

Fame en qualité de coach en octobre 1999, neuf mois après avoir quitté son poste d'entraîneur de Georgetown. Plusieurs futures stars NBA sont passées entre ses mains comme Allen Iverson (1994-1996), Patrick Ewing (1981-1985), Alonzo Mourning (1988-1992) et Dikembe Mutombo (1988-1990).

Le MCA en Ligue des champions, l'ESS introduit un recours auprès des instances internationales

Le Conseil d'administration de l'ES Sétif (SSPA/Black Eagles) a décidé dimanche d'introduire un recours auprès des instances internationales à l'issue de la décision de la Ligue de football professionnel (LFP) d'officialiser la 2^e place au classement de la saison 2019-2020 pour le MC Alger et du coup leur droit de jouer la Ligue des champions d'Afrique.

"Suite à la décision prise par la Fédération algérienne de football (FAF) et la Ligue de football professionnel (LFP) de s'appuyer sur la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés pour déterminer le classement final du championnat national et après avoir confirmé notre équipe à la troisième place et l'avoir annoncé comme le représentant de l'Algérie dans la Coupe de la CAF au lieu de la Ligue des champions, qui est vraiment considérée comme un projet, la direction du club annonce que tous les moyens légaux seront suivis pour établir les droits du club et en faire une question de principe, d'honneur et recourir aux instances internationales du football après que toutes les procédures légales ont été épuisées en Algérie.", lit-on dans le communiqué de l'ESS. Et de conclure : "L'administration de l'ESS appelle les fidèles supporters du club à faire preuve de prudence et



de calme et les droits de l'équipe seront défendus par des moyens pacifiques.". Le MC Alger prendra part officiellement à la prochaine édition de la Ligue des champions d'Afrique, suite à la validation par la Ligue de football professionnel (LFP) du classement final de la saison 2019-2020, se basant sur la décision du Tribunal arbitral du sport

(TAS) international dans l'affaire du derby MCA-USMA et de la règle d'indice de performance. "En application de cette décision (TAS, ndr), la LFP procédera aux modifications du classement de la saison 2019-2020 qui entraîne le retrait des trois points attribués au MCA et l'annulation de la défalcation des trois points à l'USMA", précise la LFP. Pour

rappel, le titre de champion est revenu à titre exceptionnel au CR Belouizdad, pour la 7^e fois de son histoire, après la consultation écrite initiée par la Fédération algérienne (FAF) auprès des membres de l'assemblée générale, suite à la suspension définitive de la compétition, causée par la pandémie de coronavirus (Covid-19).

800.000 euros pour le transfert de Aribi (ES Sahel) à Nîmes

L'attaquant algérien Karim Aribi, sociétaire de l'ES Sahel (Dv 1 tunisienne), serait sur le point de rejoindre Nîmes Olympique, club de Ligue 1 française de football, pour un transfert estimé à 800.000 euros, a indiqué dimanche, la chaîne qatarie Al Kass, citant une source du club tunisien.

Le transfert de Aribi à Nîmes Olympique, où évolue l'autre algérien Zinedine Ferhat, porterait aussi sur le paiement d'une somme de 300.000 euros au club tunisien, en cas de maintien du Nîmes Olympique en Ligue 1 du championnat de France, a ajouté la même source.

En quête de renfort offensif, les dirigeants gardois sous le conseil du Directeur technique de Nîmes d'origine algérienne, Réda Hamache, travaillent depuis plusieurs jours sur le profil du buteur de l'ES Sahel, a précisé la même source.

Karim Aribi (26 ans) et ancien joueur du DRB Tadjenanet a été époustouflant en Ligue des champions (10 buts en 10 matches).

Il en est à 14 pions sur ses 23 dernières sorties, où il fait parler sa puissance, son abnégation et son instinct de buteur.

Arrivé à l'ESS en janvier 2019 en provenance du DRB Tadjenanet (Ligue 2/Algérie), Aribi est devenu l'un des joueurs cadres du club tunisien, s'illustrant notamment lors de l'actuel Ligue des champions d'Afrique en signant 11 buts.

En championnat, le natif de Réghaïa (Est d'Alger) ne détient que deux buts au compteur.

En Algérie, l'avant-centre algérien avait connu une éclosion tardive, caractéristique assez fréquente pour les attaquants au Maghreb.

Il a finalement réussi à se faire remarquer à Tadjenanet où il a tout explosé

en six mois (10 buts en 14 matches) avant que les Tunisiens de Sousse ne flairent le bon coup en janvier 2019.

Il est sous contrat jusqu'en juin 2022.

Le média sportif français, France Football avait rapporté que Selon la même source, le transfert de Aribi à Nîmes, où évolue l'ailier international algérien Zinedine Ferhat, "pourrait se boucler autour d'un million d'euros".

Rappelons que la direction de la formation de Sousse, présidée Ridha Charfeddine, a décidé de mettre le joueur algérien sur le marché des transferts contre un chèque de 2 millions de dinars tunisiens (624.000 euros), représentant le prix de cession du joueur.

Karim Aribi participe, dimanche après-midi, au match de l'ES Sahel face au CS Sfax, pour le compte de la 23^e journée du championnat de Tunisie de première division.

QATAR

Yacine Brahimi 2^e au Prix du meilleur joueur de la saison

L'international algérien du club d'Al-Rayyan du Qatar, Yacine Brahimi, nommé pour le prix de meilleur joueur de la saison au championnat qatari de superdivision de football, a pris la seconde place, à l'issue des résultats rendus publics, dimanche sur le Tweet de la Fédération qatarie de football. Auteur d'une très belle saison avec Al-Rayyan, Brahimi s'est contenté de la seconde place du Prix « QFA Award 2019-2020 », derrière le Qatar Akram Afif (Al Sadd), avec qui il a partagé le titre de meilleur buteur du championnat avec 15 réalisations.

La 3^e position du Prix du meilleur joueur de l'année au Qatar est revenue le Brésilien

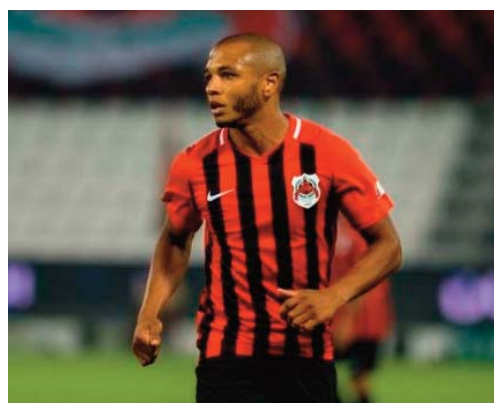
Paulo Edmilson (Al-Dahail SC). Le détenteur du même titre la saison dernière est le vainqueur de cette édition, Akram Afif.

Pour sa première saison au Qatar, le champion d'Afrique a contribué grandement à la seconde place du championnat remportée par Al-Rayyan, qui a terminé à un point du club champion, Duhail SC.

Brahimi avait espéré briller encore, lors de la demi-finale de la Coupe du Qatar, mais son club a été éliminé, samedi Al-Arabi (2-1).

dans laquelle son club est toujours en course pour les demi-finales.

Yacine Brahimi avait rejoint Al-Rayyan du Qatar lors du



mercato estival-2019, pour un contrat de trois ans, en pro-

venance du FC Porto (Portugal) où il était en fin de contrat.

LIGUE 1

L'US Biskra signe la convention tripartite

L'US Biskra (Ligue 1 de football) a signé dimanche au siège de l'instance fédérale à Dely-Ibrahim (Alger), la convention tripartite avec le cabinet d'expertise en management Nord Service, la Société sportive par actions (SSPA) et la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF), a indiqué lundi un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF).

Le président du conseil d'administration du club des Ziban, Abdellah Benaïssa, a paraphé le document le liant avec le cabinet d'expertise - DCGF/FAF, sur la mise à niveau du management des clubs.

A travers cette signature, l'USB affiche son engagement pour la mise à niveau de son management et l'amélioration de son système de gestion. Une volonté à saluer à plus d'un titre. Cette signature s'inscrit dans le cadre de l'opération d'accompagnement des clubs professionnels, la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne de football.

Pour rappel, plusieurs clubs de Ligue 1 professionnelle, entre autres, le CS Constantine, MC Alger, CR Belouizdad, Paradou AC, NC Magra, l'USM Alger avaient paraphé cette convention qui entre dans le cadre de l'opération d'accompagnement des clubs professionnels par la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne de football (FAF), en attendant la signature des autres pensionnaires de L1.

LIGUE DES CHAMPIONS (QUALIFICATIONS) Benfica-PAOK choc du 3^e tour

La confrontation entre les Portugais du Benfica Lisbonne et les Grecs du PAOK Salonique en septembre constitue le choc du troisième tour de qualification de la Ligue des champions, selon le tirage au sort effectué lundi par l'UEFA.

Chacun des vainqueurs des 10 confrontations de ce troisième tour se qualifiera pour les barrages de la C1, ultime étape avant la phase de groupes. Les perdants seront reversés, selon leur voie d'accès, soit en barrages de la Ligue Europa, soit directement en phase de groupes de C3.

FRANCE

Neymar annonce qu'il sera Parisien en 2020-21

La star brésilienne Neymar a annoncé lundi qu'il reste au Paris Saint Germain cette saison avec l'objectif de disputer une nouvelle finale de la Ligue des champions après celle qu'il vient de perdre devant le Bayern (0-1) le 23 août à Lisbonne. "Je reste et je veux retourner en finale (de la Ligue des champions)" a déclaré Neymar dans une interview accordée au magazine du PSG. L'ancien joueur du Barça va donc effectuer une quatrième saison dans la capitale. Il est pour le moment sous contrat avec le club de Nasser al-Khelaïfi jusqu'en juin 2022.

AUSTRALIE

Le Sydney FC décroche son 5^e titre en A-League

L'international australien Rhyan Grant a délivré son équipe, le Sydney FC en finale du championnat d'Australie en inscrivant d'une improbable reprise de la poitrine le but de la victoire (1-0 a.p.) dimanche face à Melbourne City.

Au terme d'une longue course dans le dos de la défense de Melbourne, le défenseur a parfaitement repris un centre venu de la gauche de Luke Brattan à la 100^e minute pour offrir au Sydney FC son cinquième titre en A-League, un record.

La finale s'est jouée dans le Bankwest Stadium de Sydney devant 7.500 spectateurs, maximum autorisé du fait des restrictions liées au coronavirus.

"C'est chouette, je suis peut-être un peu chanceux (avec le but) mais c'est un jour heureux", a déclaré Grant après avoir réduit à néant les espoirs de premier titre du Melbourne FC.

Le club de l'Etat de Victoria, qui appartient au même groupe que Manchester City, n'en signe pas moins la plus belle saison de son histoire.

L'équipe entraînée par le français Erick Mombaerts n'avait jamais totalisé autant de points ni terminé la saison régulière à la deuxième place.

Elle a atteint la finale de la A-League et s'est qualifiée pour la Ligue des champions de l'AFC.

Champion en titre, le Sydney FC, qui avait terminé la saison régulière en tête du championnat, était le grand favori de cette finale, sa sixième en 15 ans d'histoire de A-League.

Le règlement de la A-League prévoit que les deux premiers de la saison régulière, en l'occurrence Sydney et Melbourne City, soient directement qualifiés pour les demi-finales.

Le Sydney FC s'était imposé 2-0 face au Perth Glory et City avait écarté Western United sur le même score.

"Ce n'est pas facile de conserver son titre.

Seule une équipe l'avait fait dans l'histoire de la A-League", a rappelé le manager du club, Steve Corica.

City est cependant mieux entré dans son match dimanche, pensant même avoir fait le plus dur quand Harrison Delbridge a envoyé le ballon au fond des filets de Sydney.

Mais le VAR a annulé ce but en raison d'un hors-jeu de Lachlan Wales, coupable d'avoir gêné le gardien de Sydney.

L'ouverture du score par Grant en prolongation n'a pas dissuadé Sydney de chercher à tuer le match, mais le portier de City Tom Glover est parvenu à repousser toutes les tentatives des champions en titre.

BURUNDI

Le club de Musongati remporte la Supercoupe

La formation de football du FC Musongati s'est adjugée la Supercoupe-2020 du Burundi, en battant dimanche, Messenger Ngozi sur le score de (2-1).

Déjà vainqueur de la Coupe du Président, il y a quelques jours, le club de la capitale a défait le champion en titre de la saison qui malgré une domination durant tout le match n'a pu revenir au score.

APS

BUNDESLIGA

Lewandowski "footballeur de l'année" en Allemagne

L'attaquant international polonaise Robert Lewandowski, buteur du Bayern Munich, a été élu pour la première fois "footballeur de l'année" en Allemagne, après avoir marqué cette saison 34 buts en Bundesliga et 15 en Ligue des champions.

Le "footballeur de l'année" est élu depuis 1960 par les journalistes sportifs allemands.

Sur 525 suffrages exprimés cette année, Lewandowski en remporte 276, très loin devant ses deux dauphins et coéquipiers au Bayern Thomas Müller (54 voix) et Joshua Kimmich (49 voix).

Le Polonais de 32 ans a remporté le deuxième triplé coupe-championnat-Ligue des champions de l'histoire du club bavarois.

L'Allemagne espère maintenant voir l'attaquant couronné "Footballeur de l'année". "Je ne vois actuellement aucun joueur qui l'aurait plus mérité que lui", a affirmé son entraîneur Hansi Flick, couronné pour sa part "entraîneur de l'année".

Le sélectionneur national allemand Joachim Löw est pourtant d'un avis différent, et se prononce en faveur de son gardien Manuel Neuer



pour le titre de meilleur footballeur mondial. "Je n'ai rien contre Robert Lewandowski, c'est un buteur de super classe, mais pour moi le foot-

balleur de l'année, c'est Manuel Neuer", affirme Löw dans le magazine Kicker. "Manu est dans une catégorie à part, incroyable". Chez les dames,

Pernille Harder, finaliste malheureuse de la Ligue des champions avec Wolfsburg, a été élue footballeuse de l'année en Allemagne.

Ciro Immobile, meilleur buteur de la Série A, prolonge avec la Lazio jusqu'en 2025

Le meilleur buteur de la Série A, l'italien **Ciro Immobile**, a prolongé son contrat avec la Lazio pour deux saisons supplémentaires, a rapporté lundi le Lazio Style Channel.

Immobile qui a réussi à ramener la Lazio en Ligue des champions et remporter le Soulier d'Or du meilleur buteur du Championnat d'Italie, saison 2019-2020, a scellé son avenir dans le football italien avec le renouvellement de son contrat en faveur des Biancocelesti jusqu'en 2025. L'accord précédent allait

jusqu'en 2023. A l'issue de la signature, le directeur de la communication de la Lazio, Stefano De Martino a indiqué lundi "Une mise à jour importante devait être faite compte tenu du marché des transferts.

Il n'y a pas seulement celui relatif aux nouveaux achats, une activité sur laquelle le club continue de travailler, mais cela concerne également les négociations internes.

Le prolongement de **Ciro Immobile** avec nous pendant encore cinq ans,

est un choix professionnel, sincère et familial".

Et d'ajouter "c'est important car Immobile est courtisé par les équipes les plus importantes puisqu'il est le propriétaire du Soulier d'Or.

Avec cet acte, la Lazio souligne la volonté de consolider ce qui a été fait la saison dernière, puis d'améliorer encore l'équipe, un sujet que nous mettrons à jour dans les prochains jours", a conclu De Martino au micro de Lazio Style Channel.

FIFA

Platini plaide sa cause devant la justice suisse

Michel Platini, ex-patron du football européen, plaide sa cause lundi devant la justice suisse dans le cadre de la procédure ouverte en 2015 pour un paiement suspect de 2 millions de francs suisses de l'ex-patron de la Fifa Sepp Blatter.

Platini doit être entendu par le procureur Thomas Hildbrand qui début juin a étendu à l'ancien capitaine des Bleus l'enquête qui visait jusqu'alors le Haut-Valaisan, à l'origine d'un paiement controversé en 2011 de 1,8 mil-

lion d'euros, sans contrat écrit, à Platini, pour un travail de conseiller achevé en 2002.

Le parquet fédéral a ainsi décidé d'étendre son enquête à Platini, pour des soupçons de "complicité de gestion déloyale, détournement et faux dans les titres".

Ancien patron de l'UEFA, le Français de 65 ans a désormais le statut d'"accusé".

Blatter sera lui entendu mardi. Deux autres anciens hauts-cadres de la Fifa sont aussi visés: le Français Jérôme

Valcke, ex-secrétaire général et l'Allemand Markus Kattner, ex-directeur financier, "pour soupçon de gestion déloyale", a précisé le MPC. La justice suisse avait ouvert une procédure pénale en septembre 2015 visant Sepp Blatter à propos de ce paiement suspect.

"Je le répète, il s'agissait d'un arriéré de salaire pour un travail effectué par Michel Platini. La somme a été validée par la commission des finances. Cela ne peut pas relever du pénal", a récemment

déclaré M. Blatter. Ce paiement suspect a valu à Blatter, 84 ans, comme à Platini, une suspension de plusieurs années de toute activité liée au football, qui a empêché l'ancien président de l'UEFA de briguer en 2016 la présidence de la Fifa. La suspension de Platini a été confirmée par le Tribunal arbitral du Sport (TAS) qui l'a réduite à 4 ans, puis par le Tribunal fédéral suisse et enfin par la Cour européenne des droits de l'Homme.

MLS

Sur fond d'accusation de racisme, le propriétaire de Real Salt Lake va vendre ses clubs

Le propriétaire de Real Salt Lake, Dell Loy Hansen, qui fait l'objet d'une enquête de la Major League Soccer (MLS) pour des propos racistes, va vendre cette équipe et ses deux clubs rattachés, a fait savoir dimanche le commissaire de la ligue, Don Garber.

La MLS a été informée que Hansen allait vendre Utah Soccer Holdings, l'entité qui possède Real Salt Lake, les Utah Royals de la National Women's Soccer League et le club de développement mas-

culin des Real Monarchs, a indiqué Don Garber dans un communiqué.

"La MLS travaillera avec M. Hansen pour soutenir les efforts de vente de l'entreprise et travaillera en étroite collaboration avec les dirigeants du club pour soutenir l'équipe pendant la période de transition", explique le commissaire.

Le site américain d'information sportive The Athletic, citant notamment l'ancien recruteur de Real Salt Lake, Andy Williams, avait révélé que Dell Roy Han-

sen avait tenu des propos racistes. Hansen est aussi sous le feu des critiques pour avoir critiqué mercredi le refus par ses joueurs de jouer, en signe de protestation après les tirs d'un policier dans le dos de l'Afro-américain Jacob Blake lors d'un contrôle dans le Wisconsin dimanche dernier.

Alors que cinq des six matches de la MLS prévus mercredi dernier n'ont pas été joués, Hansen avait vu dans leur geste un "manque de respect".

KEVIN VOLLAND ARRIVE À MONACO

L'arrivée à Monaco de l'attaquant international allemand du Bayer Leverkusen est quasiment conclue selon L'Equipe. Désireux de remplacer Islam Slimani, retourné à Leicester City après sa saison en prêt, l'AS Monaco est en quête d'un attaquant cet été pour succéder au buteur des Fennecs. Une quête qui semble enfin terminée si on l'en croit une indiscretion de L'Equipe. Le média annonce en effet que le club de la Principauté attend l'international allemand de 28 ans Kevin Volland, qui débarquerait dès mardi pour passer sa visite médicale avec le club asémiste. Pour rappel, Volland, 10 capes avec la sélection allemande, s'est rendu l'auteur de 10 buts et 8 passes décisives en 27 matches de Bundesliga la saison passée. L'Equipe évoque un coût de moins de 15 millions d'euros pour un joueur en fin de bail en 2021.



MAN UTD VA S'OFFRIR DONNY VAN DE BEEK

Courtsé depuis de longs mois, Donny van de Beek va s'engager avec Manchester United durant la trêve internationale.

Il fait partie des derniers joueurs phares de la génération 2019, celle qui n'avait échoué qu'en demi-finale de la Ligue des Champions après avoir éliminé le Real Madrid et la Juventus Turin. Donny van de Beek va bien quitter l'Ajax Amsterdam cet été, comme Matthijs de Ligt, Frenkie de Jong et Hakim Ziyech l'ont fait avant lui. Les médias hollandais et britanniques annoncent en chœur qu'il s'apprête à rejoindre Manchester United.

Retenu en sélection néerlandaise, le milieu de terrain de 23 ans devrait passer sa visite médicale dans les prochaines heures et finaliser son transfert probablement dans la semaine, pour un montant de 40 millions d'euros (+5 M€ de bonus). Sous contrat jusqu'en 2022, il était également ciblé depuis plus d'un an par le Real Madrid. Sauf surprise, il sera donc un joueur manucien pour la reprise de la Premier League, mi-septembre.

L'INTER SE POSITIONNE POUR KANTÉ

Chelsea s'est montré très actif sur le marché des transferts. Au point d'être prêt à lâcher N'Golo Kanté. L'Inter Milan est à l'affût.

L'Inter Milan compte rapidement passer à l'action pour N'Golo Kanté. Et pour cause, les Blues ont entrouvert la porte ce qui constitue une première au sujet du milieu de terrain français. Il s'avère que Chelsea a recruté à tout-va cet été (Timo Werner, Ben Chilwell, Hakim Ziyech, Malang Sarr et Thiago Silva) et compte poursuivre en recrutant encore Kai Havertz. Mais pour avoir gain de cause pour le prodige allemand, il faudra encore sortir 100 millions d'euros. Les dirigeants du club londonien se sont donc rendus à l'évidence et même N'Golo Kanté, pourtant très important pour Frank Lampard, n'est plus intransférable. Selon la Gazzetta dello Sport, l'Inter Milan compte se positionner pour essayer de le faire venir cet été. Il s'avère que toutes les composantes du club sont sous le charme de l'infatigable champion du monde, ce qui n'arrive pas si souvent au sein du finaliste de la Ligue Europa. L'Inter va cependant devoir dégorger des liquidités pour être en mesure d'assumer ses envies. Chelsea serait prêt à négocier autour de 50 millions d'euros ce qui ne paraît pas inaccessible pour la formation italienne. Le club compte se séparer de Skriniar et Brozovic qui leur rapporterait environ cette somme...



NEDVED AURAIT CONTACTÉ SUAREZ

Le vice-président de la Juventus, Pavel Nedved, se serait entretenu avec l'attaquant uruguayen, Luis Suarez, devenu indésirable du côté du Barça. Le FC Barcelone est décidément au cœur de toutes les rumeurs sur ce marché des transferts. Evidemment, les envies de départ de Lionel Messi défrayeront la chronique, mais il n'est pas le seul joueur sur le départ du côté du Barça. En effet, Luis Suarez n'est plus désiré en Catalogne et le nouvel entraîneur, Ronald Koeman le lui a clairement signifié. Alors, plusieurs clubs se sont montrés intéressés parmi lesquels, la Juventus.

BETIS : CLAUDIO BRAVO A SIGNÉ !

Parti libre de Manchester City, Claudio Bravo rebondit comme attendu au Betis Séville. Doubleur d'Ederson à Manchester City ces 3 dernières saisons, Claudio Bravo va de nouveau récupérer un poste de numéro 1. Le gardien chilien rebondit en Liga, au Betis entraîné désormais par son compatriote Manuel Pellegrini. C'est un retour aux sources pour l'ancien capitaine de la sélection chilienne qui s'est révélé dans les buts de la Real Sociedad (2006-2014) avant d'exploser au Barça (2014-2016). Son nouveau contrat avec les Verdiblanco porte sur une saison, plus une autre en option.

Koulibaly met la pression sur Naples

Comme souvent annoncé possible partant cet été, Kalidou Koulibaly commence à s'impatienter. Alors que Manchester City a effectué une offre de 63 millions d'euros plus 10 millions d'euros de bonus pour le défenseur central, son club de Naples campe sur ses positions et réclame 80 M€. Dans ce contexte, l'international sénégalais aurait adopté une position forte et demandé à ses dirigeants de baisser son prix et de le laisser partir pour 70 M€, ou, à défaut de le revaloriser, explique La Gazzetta dello Sport. Une chose est sûre : le Lion n'a pas l'intention d'attendre jusqu'au 5 octobre, jour de la clôture du mercato, pour être fixé sur son avenir.



Aubameyang s'exprime sur son avenir

Pierre-Emerick Aubameyang (31 ans) s'est brièvement exprimé sur son futur. Il est resté vague. "Nous verrons. Nous verrons dans les prochains jours. Aujourd'hui, nous remportons le trophée. Nous nous améliorons et oui, il y a encore du travail à faire, mais nous sommes vraiment heureux et c'est une période vraiment excitante au club", a confié l'attaquant en marge du Community Shield. Un discours qui va dans le sens de celui de son entraîneur, Mikel Arteta, lequel s'est dit optimiste quant à sa prolongation.



CONSEIL DE LA NATION

Réunion consacrée à la prochaine session parlementaire et au référendum sur la Constitution

Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, a présidé dimanche une réunion du Bureau du Conseil, élargi aux présidents des groupes parlementaires, avec à l'ordre du jour, la prochaine session parlementaire et le référendum sur la Constitution.

Cette réunion a été consacrée à l'étude des dispositions inhérentes à l'ouverture de la session parlementaire ordinaire annuelle 2020-2021, dont l'ouverture est prévue mercredi prochain", précise un communiqué du Conseil de la nation.

La rencontre a abordé, par ailleurs, "la réunion des bureaux des deux chambres du parlement et le représentant du gouvernement, devant se tenir le même jour, aux fins d'élaborer l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire, ainsi que l'échange de points de vue au sujet du programme des activités législatives de contrôle ainsi que celles relatives à la promotion et la consolidation de la culture parlementaire au niveau du Conseil de la nation, durant la session parlementaire ordinaire 2020-2021". A l'entame de la réunion, le Bureau du Conseil de la na-



tion a tenu à "exprimer sa profonde satisfaction quant à la décision prise par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ayant trait au choix de la date symbolique du 1^{er} Novembre 2020 pour l'organisation du référendum autour de la Constitution de la nouvelle République", souligne la même source.

En effet, "le 1^{er} Novembre 1954 a constitué le point de lancement du projet national libérateur, et le 1^{er} Novembre 2020 mettra notre pays face à un autre

challenge, à savoir le lancement, à la faveur du scrutin référendaire autour de la Constitution, d'un grand projet national visant l'édification d'une nouvelle République", ajoute le communiqué.

"Un tel projet exige la conjugaison de tous les énergies et les efforts, comme il requiert la mobilisation de tout un chacun, afin de faire de ce 1^{er} Novembre 2020 un événement axial dans l'histoire de notre pays. Un événement qui coïncidera avec l'inauguration de la Grande Mosquée d'Alger qui symbolise de la manière la plus irréfutable qui soit de la fidélité aux sacrifices des chouchada et des moudjahidines", relève la même source.

Le Bureau du Conseil de la Nation "met à profit cette opportunité pour réitérer son adhésion totale et indéfectible au processus engagé par le Président de la République, relatif à une profonde révision de la Constitution qui soit conforme avec les exigences de la nouvelle République".

A cet égard, le Bureau du Conseil de la Nation "salue les orientations et les décisions annoncées par le Président de la République à l'occasion de la rencontre Gouvernement-Walis ainsi que lors de la conférence nationale sur le plan de relance économique, tout autant que les résultats auxquels ont abouti ces deux manifestations", conclut le communiqué.

Le communiqué du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a pris part au Forum européen "Alpbach", placé sous le thème "promotion d'un monde exempt d'essais nucléaires", indique lundi un communiqué du ministre des Affaires étrangères.

Cette session qui s'est tenue par visioconférence, le 28 août 2020, a vu la participation de Mme Tarja Halonen, ancienne Présidente de la République de Finlande et du Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), M. László Zsero, précise le communiqué. Dans son allocution, M. Boukadoum a mis l'accent sur "l'engagement de l'Algérie pour l'entrée en vigueur rapide du TICE qui constitue une avancée remarquable pour le désarmement nucléaire et la non-prolifération ainsi qu'un élément clé pour la préservation de la paix et de la sécurité internationales".

Il a mis en exergue, à cette occasion qui coïncide avec la célébration de la Journée internationale des Nations Unies contre les essais nucléaires, "le lourd tribut que l'Algérie et son peuple continuent à subir sur les plans humain et écologique, conséquence des essais nucléaires effectués en Algérie durant la période coloniale". A cet égard, il a souligné que "l'Algérie est convaincue qu'une élimination totale des armes nucléaires est la seule et dernière solution pour faire face aux dangers de ces armes abominables pour l'humanité". M. Boukadoum a réitéré l'engagement de l'Algérie, qui coprésidé aux côtés de l'Allemagne, la 11^{ème} Conférence de l'article XIV du TICE, à "ne ménager aucun effort pour parvenir à l'entrée en vigueur de cet instrument juridique".

ALGÉRIE-EUROPE

M. Boukadoum prend part par visioconférence au Forum européen "Alpbach"

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a pris part au Forum européen "Alpbach", placé sous le thème "promotion d'un monde exempt d'essais nucléaires", indique lundi un communiqué du ministre des Affaires étrangères.



Cette session qui s'est tenue par visioconférence, le 28 août 2020, a vu la participation de Mme Tarja Halonen, ancienne Présidente de la République de Finlande et du Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), M. László Zsero, précise le communiqué.

Dans son allocution, M. Boukadoum a mis l'accent sur "l'engagement de l'Algérie pour l'entrée en vigueur rapide du TICE qui constitue une avancée remarquable pour le désarmement nucléaire et la non-prolifération ainsi qu'un élément clé pour la préservation de la paix et de la sécurité internationales".

Il a mis en exergue, à cette occasion qui coïncide avec la célébration de la Journée internationale des Nations Unies contre les essais nucléaires, "le lourd tribut que l'Algérie et son peuple continuent à subir sur les plans humain et écologique, conséquence des essais nucléaires effectués en Algérie durant la période coloniale". A cet égard, il a souligné que "l'Algérie est convaincue qu'une élimination totale des armes nucléaires est la seule et dernière solution pour faire face aux dangers de ces armes abominables pour l'humanité". M. Boukadoum a réitéré l'engagement de l'Algérie, qui coprésidé aux côtés de l'Allemagne, la 11^{ème} Conférence de l'article XIV du TICE, à "ne ménager aucun effort pour parvenir à l'entrée en vigueur de cet instrument juridique".

Dans le même sillage, il s'est félicité des efforts entrepris par les deux coprésidents pour la mise en œuvre du programme ambitieux 2020-2021 axé sur "la mobilisation des jeunes pour sauver l'humanité des effets apocalyptiques des essais nucléaires". Le ministre des Affaires étrangères a clôturé son intervention en formant le vœu que "la logique qui a sous-tendu la prohibition des autres armes de destruction massive (ADM) prévaut bientôt sur les armes nucléaires, seules ADM qui ne sont toujours pas interdites". Les participants ont, à cette occasion, salué "l'engagement de l'Algérie et les efforts qu'elle ne cesse de déployer dans le cadre de sa coprésidence de la 11^{ème} Conférence de l'article 14 du TICE en vue de son entrée en vigueur qui constituera, à l'évidence, un nouveau jalon dans la mise en place des conditions de l'avènement d'un monde exempt d'essais nucléaires et débarrassé de leurs effets catastrophiques".

ANP

Le Général-major Selmi Bacha installé à la tête de l'Académie militaire interarmes de Cherchell

Le Commandant des Forces terrestres, le Général-major Ammar Athamnia a présidé dimanche la cérémonie d'installation du Général-major Selmi Bacha dans les fonctions de Commandant de l'Académie militaire interarmes de Cherchell (AMIA) "Houari Boumediène" en remplacement du général-major, Salim Grid, a indiqué lundi le ministère la Défense nationale (MDN) dans un communi-

qué. Au terme de la cérémonie d'accueil et de présentation des honneurs, le Commandant des forces terrestres a effectué un passage en revue des carrés des formations militaires au niveau de la place d'armes avant de superviser la passation des consignes entre le Général-major Selmi Bacha et son prédécesseur le Général-major Salim Grid, précise le communiqué. Après l'allocution d'installation et la

remise du drapeau de l'Académie au nouveau Commandant, le Commandant des forces terrestres, le Général-major Ammar Athamnia a présidé une réunion d'orientation avec les cadres de l'Académie. La cérémonie d'installation a pris fin par la signature des PV de passation du pouvoir et du Registre d'or de l'Académie par le Commandant des forces terrestres, a conclu le communiqué.

VISITES AUX PRISONNIERS

Levée de la suspension des visites familiales

Le ministère de la Justice a décidé de lever, à compter de mardi (demain), la suspension des visites familiales aux détenus au sein des établissements pénitentiaires, a indiqué une note ministérielle publiée sur le site électronique du ministère. Cette décision émanant du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, et transmise aux procureurs généraux, juges d'application des peines et directeurs des établissements pénitentiaires, fixe les mesures de prévention à prendre contre la propagation du Coronavirus. Dans ce cadre, seuls deux visiteurs sont autorisés avec interdiction aux enfants âgés de moins de 16 ans, précise la même source, qui fait état de l'obligation d'une séparation vitrée pour les visites en

contact direct, à toutes les catégories de détenus. Si la perception de la somme d'argent destinée au détenu est maintenue, le panier reste suspendu pour le moment, en vertu de ces mesures, ajoute la même source. Pour les visites des avocats aux détenus, le même document précise que "les parloirs devront être équipés de séparation également, et le cas échéant, de l'obligation de respecter la distanciation physique d'un mètre au minimum avec port du masque. La tutelle affirme que "toutes les mesures barrières seront mises en place pour éviter une éventuelle propagation du virus, particulièrement la distanciation physique et le port du masque", tout en tenant les familles des détenus informées des consignes de prévention.

ALGÉRIE-TURQUIE

M. Boukadoum en visite officielle en Turquie (MAE)

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, effectuera, mardi, une visite officielle en Turquie, indique lundi un communiqué du ministère des Affaires étrangères (MAE). Cette visite qui s'inscrit dans le cadre des relations bilatérales, constituera une occasion pour les deux parties en vue de "procéder à une évaluation de l'état de la coopération algéro-turque et à un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun", précise la même source.

LIBAN

Le nouveau Premier ministre promet un cabinet de compétences et des réformes

Le nouveau Premier ministre libanais Moustapha Adib, désigné lundi, s'est engagé à former en un "temps record" une équipe ministérielle formée d'"experts" et de personnes "compétentes" et chargée de mettre en œuvre des réformes. "La tâche que j'ai acceptée repose sur le fait que toutes les forces politiques (...) sont conscientes de la nécessité de former un gouvernement en un temps record et de commencer à mettre en œuvre des réformes, avec comme point de départ un accord avec le Fonds monétaire international", a déclaré M. Adib dans un discours télévisé. Mous-

tapha Adib, ambassadeur du Liban en Allemagne, avait été désigné auparavant au poste de Premier ministre après avoir obtenu le plus grand nombre de voix lors de consultations parlementaires menées par le président Michel Aoun dans la matinée, avait annoncé la présidence libanaise. Professeur d'université âgé de 48 ans, il a été proposé par les anciens Premiers ministres libanais. Le chef du gouvernement, Hassan Diab, avait démissionné le 10 août, après l'explosion au port de Beyrouth qui avait fait au moins 188 morts et dévasté des quartiers entiers de la ville. Le

drame est dû, selon les autorités libanaises, à la présence d'une énorme quantité de nitrate d'ammonium au port de Beyrouth. Les responsables occidentaux qui se succèdent depuis à Beyrouth se sont joints aux appels des Libanais pour un "changement politique profond" après cette catastrophe dont la classe politique, accusée de négligence et corruption, est rendue responsable. Dimanche soir, le président Aoun, a reconnu, dans un discours à l'occasion du centenaire du Liban, célébré mardi, la nécessité "de changer le système politique".